

# LUTOPIK

Magazine trimestriel - Été 2013 - 4€

#1

**La coca, plante sacrée**

**Qui peut rouler à  
l'huile de friture ?**

**Athènes, les murs  
de la crise**

**BD : le radian  
du Perséide**



**Notre-Dame-des-Landes, Bure  
Morvan, Chefresne...**

**Occuper pour résister**

# Sommaire

05 **Paysans sans subventions**

## 06 **Dossier ZAD**

**Les naturalistes en lutte p.08**

**À Notre-Dame-des-Landes :  
six mois sous l'œil des flics p.10**

**Qu'est-ce que la victoire? p.12**

**Au Chefresne : l'histoire du maire  
démissionnaire p.13**

**À Sardy-lès-Epiry :  
Erschia veut scier le Morvan p.14**

**Notre-Dame-des-Bois p.16**

**À Bure : la maison de résistance au nucléaire p.18**

**Une visite à l'Andra p.20**

22 **Portfolio : sur les murs d'Athènes**

26 **Le tirage au sort : un outil démocratique ?**

28 **Petites actus**

## 30 **Dossier Coca**

**La guerre contre la cocaïne p.30**

**La Coca, 5000 ans d'histoire p.31**

**Le cas bolivien p.32**

**Qui peut rouler à l'huile de friture ? 34**

**Reportage à Kasserine, bastion de la révolution tunisienne 36**

**Fiction : Les sacrifiés 40**

**Journal parodique « Le Torche-Cul » 42**

**B.D : Le radian des Perséides 43**

**Dessins de SUPER DETERGENT 04, 27, 29 et 39**

# BONJOUR CHER LECTEUR !

« La petite équipe de *Lutopik* est heureuse de vous présenter ce premier numéro. Ce magazine trimestriel diffusera des nouvelles qui, chacune à leur manière, sont autant d'alternatives à un système à la dérive, aussi bien sur le plan social, économique, politique, qu'environnemental. En effet, pour la première fois de notre histoire, nous mettons en péril le fragile équilibre de notre planète. Des crises sociétales, souvent violentes, éclatent un peu partout, le partage des ressources ne profite toujours qu'à une minorité et la pauvreté augmente. Tous ces dégâts sont en grande partie liés aux modèles productiviste et capitaliste qui, sous différentes formes, sévissent sur la quasi-totalité du globe. Heureusement, partout aussi, des gens s'engagent sur d'autres voies et développent des manières de vivre différentes. Ce sont ces initiatives que nous voulons développer dans nos colonnes. Des histoires de luttes et d'utopies, sans oublier de dénoncer quelques aberrations de notre époque.

Ce n'est pas une image de dire qu'il suffit d'une étincelle pour que la situation devienne explosive. L'histoire récente l'a montré en Turquie et au Brésil. La destruction d'un parc et la hausse du prix de ticket de bus ont été les deux gouttes d'eau qui ont fait déborder un vase trop plein. Les peuples acceptent de moins en moins la domination qu'ils subissent et la période actuelle nous apparaît propice pour imaginer et créer d'autres formes du « vivre ensemble ». Comment faire pour être heureux ? La question peut paraître naïve, voire même carrément simpliste. Elle nous semble fondamentale. Alors que nos politiciens sont obnubilés par la croissance économique, l'épanouissement personnel et collectif est absent des programmes politiques. Aliénés par le travail ou le chômage, nous avons peu d'occasions de remettre en cause les schémas mentaux inculqués dès le plus jeune âge.

Par exemple, sommes-nous vraiment faits pour travailler presque tous les jours et toute notre vie en ac-

complissant plus ou moins toujours la même tâche ? La vie vaut sans doute mieux qu'une succession de besoins, frustrants et non désirés, qui occupent la majeure partie de notre existence. Essayer d'autres formes d'organisation du travail, permettant de diminuer les corvées pénibles pour que chacun puisse exercer s'il le souhaite une ou plusieurs activités qu'il trouve attrayantes, serait une avancée certaine. Il en est de même pour un tas d'autres domaines, l'éducation, les transports, l'agriculture, etc. Partout, d'autres choix peuvent être envisagés.

Pour ce premier numéro, nous avons décidé de consacrer notre dossier aux luttes contre quelques grands projets d'infrastructures. A l'image de l'emblématique combat qui se joue à Notre-Dame-des-Landes, d'autres zones vouées au bétonnage sont occupées physiquement. De ces lieux en danger émergent des propositions et des actions visant à se réapproprier nos territoires dans un esprit d'auto-gestion. A chaque fois, nous avons partagé quelques jours ou quelques semaines avec les riverains, les occupants et tous ceux qui font vivre ces luttes. Nous en avons rapporté plusieurs articles qui n'ont pas vocation à présenter un état des lieux exhaustif mais plutôt une photographie de chaque combat ou situation à un moment donné. Forcément subjectif, mais tel que nous l'avons vécu.

Ce magazine est réalisé en grande partie sur les routes, au fil des déplacements et des rencontres. Il mêle reportages, enquêtes, dessins et photos. Vous y trouverez aussi une bande-dessinée, une nouvelle et une petite dose d'humour. *Lutopik* n'existerait pas sans quelques compagnons qui ont bien voulu y apporter leurs contributions. Il ne pourra pas non plus vivre sans vous, et nous espérons que vous prendrez une part active au journal en laissant vos commentaires et suggestions par courrier ou sur notre site Internet : [www.lutopik.com](http://www.lutopik.com) ».

## Je m'abonne à Lutopik

4 n° / an

Rendez-vous sur [www.lutopik.com](http://www.lutopik.com), remplissez ce bulletin ou envoyez-nous une demande sur papier libre. Merci !

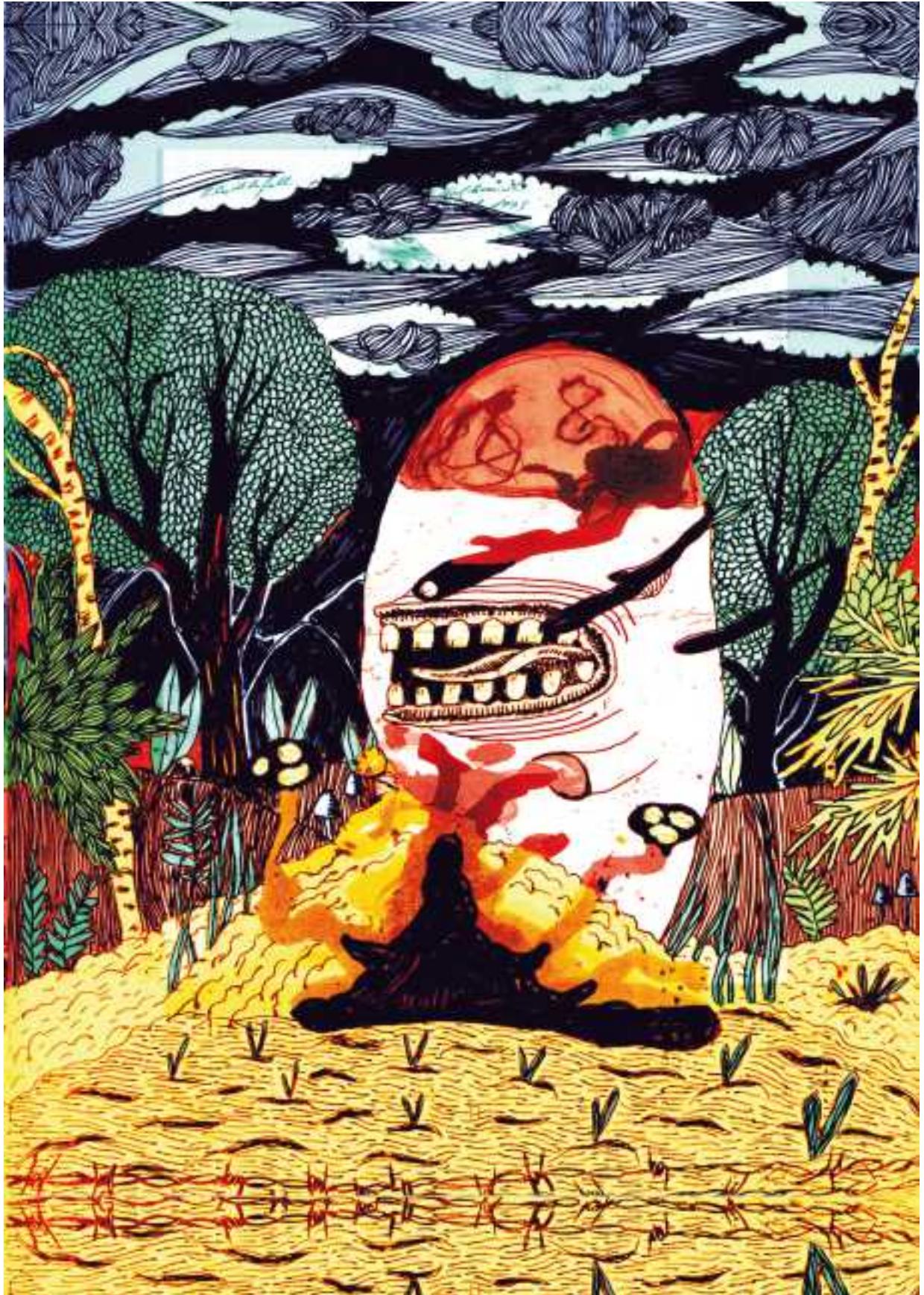
Lutopik fonctionne sans publicité ni subventions. N'hésitez pas à nous soutenir en choisissant l'abonnement « Généreux donateur ».

- Abonnement 1 an : 15€  
 Abonnement Généreux donateur  
1 an : 16€ ou plus

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
E-mail : \_\_\_\_\_

Renvoyez ce bulletin d'abonnement accompagné de votre chèque (à l'ordre de Lutopik Magazine), à l'adresse suivante : Lutopik Magazine 2 sous-la-côte 25340 Fontaine-lès-Clerval

Possibilité de commander plusieurs exemplaires à prix réduit pour distribution.  
[contact@lutopik.com](mailto:contact@lutopik.com)



# PAYSANS SANS SUBVENTIONS

**Vivre de l'agriculture sans toucher de subventions, c'est possible et en plus cela apporte des avantages ! Delphine et Philippe Perrot le prouvent depuis plus de trente ans. Installés à Taconnay, dans la Nièvre, ils élèvent vaches, poules et chèvres de façon beaucoup plus autonome que s'ils percevaient des aides.**

L'histoire commence en 1977 lorsque Philippe Perrot trouve une ferme à louer au lieu-dit « Domaine de Mazot ». Il demande alors une aide à l'installation auprès du Crédit Agricole, mais ses dix hectares sont insuffisants pour y prétendre. Il démarre donc son activité avec ses seuls deniers et quelques chèvres. Avec le recul, il estime que « *c'était la chance de ma vie de ne pas avoir de prime. Sinon, aujourd'hui je serais comme les copains, pieds et poings liés* ». Désormais, c'est par choix qu'il se passe des aides agricoles. Libre d'utiliser ses terres comme il l'entend, il développe, avec sa compagne Delphine, une agriculture diversifiée, biologique et de proximité, le tout en étant affranchi des contraintes liées aux subventions.

En ne demandant pas les aides de la PAC, les Perrot n'ont pas de quotas à respecter, et font ce qu'ils veulent de leurs terrains. Pour « *ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier* », la ferme, qui s'étend désormais sur 54 ha, dont 47 en location, accueille une quinzaine de vaches, autant de chèvres, des poules, des chevaux, des lapins et des moutons. Quatre hectares sont dédiés à la culture de céréales pour l'alimentation des animaux. Cette diversification des activités est « *dans l'esprit des fermes d'autrefois* ». Bien sûr, cette indépendance n'est possible « *que si on n'investit pas énormément dans du matériel ou des terres* », précise Delphine. La ferme garde donc une taille raisonnable, suffisante pour faire vivre le couple et ses trois enfants. Et puis le temps gagné à ne pas remplir de paperasse leur permet de se consacrer à leurs passions, le dessin pour Delphine et l'écriture pour Philippe.

Le refus des aides est aussi une posture idéologique. « *L'agriculture est l'unique secteur où les produits sont régulièrement achetés aux agriculteurs en dessous de leur coût de production. Avec les aides dites compensatoires, on a institutionnalisé cet état de fait. Ainsi on ne peut plus vivre du fruit de notre travail* », dénonce Philippe Perrot. Sans vouloir se poser en modèle, le couple démontre pourtant qu'il est possible de se passer des aides



agricoles tout en vivant de ce métier. Les Perrot vendent leurs produits (fromage, lait, œufs, viande) directement à la ferme ou sur les marchés, sans passer par des intermédiaires. Ils peuvent ainsi proposer des produits de qualité à des tarifs « *accessibles à tout le monde* » et plus rémunérateurs pour eux.

## Désobéissance légitime

En fonctionnant sans aides, le couple n'a pas voulu se singulariser, mais travailler comme il le souhaitait. « *Aujourd'hui, dans tous les domaines, y compris agricole, on nous dicte des normes industrielles. Si l'on ne veut pas être des industriels, on doit désobéir et faire des choses qui ne sont pas toujours légales, mais qui sont légitimes* », explique Philippe Perrot. Il en va par exemple du refus du puçage électronique des animaux. « *Personne ne nous dit rien puisqu'on ne touche pas de subventions. On y gagne en liberté, et on évite ainsi de se mettre trop hors-la-loi* ».

Mais cette liberté a parfois un prix. Estimant que les prises de sang annuelles obligatoires effectuées par les vétérinaires sur chacune des vaches et des chèvres sont trop onéreuses et n'apportent pas, à leurs yeux, un intérêt pour les éleveurs ou la santé de leurs animaux,

le couple a demandé une fois à une amie infirmière d'effectuer elle-même ces prélèvements. Ils voulaient montrer qu'il n'y avait pas forcément besoin d'un vétérinaire diplômé et rémunéré en tant que tel pour faire ce travail, qui conviendrait parfaitement à des infirmiers véto (une profession qui reste à inventer). Ou bien s'il fallait obligatoirement qu'un vétérinaire s'en charge, qu'il fasse en même temps le tour des problèmes rencontrés sur l'élevage au cours de l'année.

Las, la Direction des Services Vétérinaires a porté plainte pour « *refus de prophylaxie* » bien que les échantillons aient été envoyés au laboratoire qui ne les a pas analysés. Le couple a donc été condamné à une amende, et a dû verser 6.000 francs. Une année plus tard, ils ont touché leur unique subvention, la prime de reconversion en agriculture biologique, d'un montant de... 6.000 francs ! Une rentrée d'argent salvatrice, mais dont les Perrot dénoncent quand même le fonctionnement. « *On paye très cher chaque année pour avoir le label Ecocert, qui prouve que l'on fait du bio. Le Conseil Général nous aide, mais c'est une dépense de l'argent public mal orientée puisque la collectivité ne fait pas payer ceux qui polluent* », rappelle Philippe.

Sonia

# OCCUPER POUR RÉSISTER



Depuis quelque temps, un mot revient souvent sur les lèvres et sur les murs : ZAD. Ces initiales signifient Zones d'Aménagement Différé, des secteurs où l'État souhaite acquérir des terres pour y implanter une infrastructure. Pour cela, il dispose d'un droit de préemption sur toutes les ventes. La plus célèbre est Notre-Dame-des-Landes. Il y a quelques années, ceux qui occupaient là-bas des cabanes et des maisons ont réinventé l'acronyme. Pour beaucoup, ZAD signifie désormais Zone à défendre.



MAB

En 2012 dans le bocage nantais, lorsque la police tente d'expulser les occupants de Notre-Dame-des-Landes, un élan de solidarité parcourt la France et dépasse les frontières. Des milliers de personnes arrivent en renfort pour épauler les habitants et les « zadistes » qui défendent ce territoire contre la construction d'un aéroport. La création de nombreux comités de soutien et la médiatisation de cette lutte la popularisent. Le slogan « la ZAD est partout » se diffuse et devient emblématique de la volonté croissante de se réappropriier les terres où les autorités veulent implanter « un grand projet inutile ». Ces mots, eux aussi bien ancrés dans le langage militant, se réfèrent à toutes les constructions à la fois jugées néfastes pour l'environnement, imposées par la puissance publique et porteuses d'une urbanisation excessive. Dans différents lieux, l'opposition s'organise, plus ou moins sur le modèle de la ZAD « historique », pour occuper ces espaces et les protéger du bétonnage et des appétits voraces de quelques grosses sociétés soutenues par l'État.

Bien sûr ce n'est pas nouveau, on se souvient de la lutte menée au Larzac dans les années 70 contre l'extension du camp militaire sur le plateau. Ce qui l'est, c'est peut-être la conscience de plus en plus

importante d'une nécessaire convergence des luttes face aux logiques capitalistes, elles aussi globales. Les opposants de Notre-Dame-des-Landes précisent bien qu'ils se battent « contre l'aéroport et son monde ». Pour beaucoup de zadistes qui enracinent leurs luttes dans un territoire précis, l'abandon local de tel ou tel projet ne signifiera pas une victoire complète.

## Les ZAD fleurissent

Le souffle de la contestation façon ZAD atteint le Morvan en février dernier lorsque la préfecture envoie des bûcherons couper les premiers arbres du bois du Tronçais pour laisser la place à une scierie-incinérateur. Le jour même, la résistance s'organise. Des cabanes et un dortoir sont montés dans un champ voisin et l'occupation débute. C'est ensuite à Avignon que des gens affluent sur des terres maraîchères pour les squatter et les cultiver dans le but d'empêcher la construction d'une liaison routière en lieu et place de la ceinture verte de la ville. Des ZAD fleurissent aussi à Lyon (pour lutter contre un stade de foot), vers Alès dans le Gard (contre un terrain de golf), à Limoges (contre un parking), à la ferme des Bouillons du côté de Rouen (contre un centre commercial)... D'autres endroits ne s'identifient pas aussi explicitement au « mouvement ZAD », mais

utilisent l'occupation d'un lieu comme moyen de lutte. C'est le cas de la maison de résistance au nucléaire à Bure (village lorrain choisi pour accueillir la poubelle nucléaire), ou encore de la grange de Montabot contre les lignes à Très Haute Tension (THT) qui parcourent la Manche pour acheminer l'électricité du futur EPR de Flamanville. À nos frontières, le mouvement No Tav, contre la ligne TGV Lyon-Turin, a pris une ampleur importante du côté italien, avec une occupation permanente du Val de Susse depuis 2005.

Habiter sur une ZAD, pour quelques jours ou quelques années, c'est l'occasion d'expérimenter un autre mode de vie. Construction d'habitats, récupération de nourriture et de matériel, cultures ma-

raîchères ou céréalières, etc. rythment les journées. Ceux qui vivent sur place s'organisent avec les moyens du bord et redécouvrent l'autogestion. Les ZAD deviennent ainsi de nouveaux lieux d'expérimentation de la vie en société. Pour Nicolas, souvent sur la ZAD du Morvan, celle-ci permet d'« aller chercher ce qui nous appartient sur d'autres grilles de lecture que celle des syndicats, des politiciens. On se repolitise, dans le sens où l'on souhaite retrouver un rôle dans la gestion de notre territoire ».

Les ZAD regroupent des gens très différents, de l'élus à l'anar, et du militant de passage au voisin en quête de convivialité. Certains adhèrent à une association de protection de l'environnement ou d'op-

position au projet donné, d'autres sont des électrons libres. « Ici, ce n'est pas comme chez Greenpeace. Lorsqu'on veut faire une action, il n'est pas nécessaire d'en référer au comité national et d'attendre un retour. On est plus efficace, plus rapide », explique un militant rencontré à Notre-Dame-des-Landes. Revers de la médaille, il est parfois difficile de mener des actions communes entre personnes d'opinions éloignées. Ainsi, à Notre-Dame-des-Landes, les divergences sont légion entre les « zadistes », qui sont arrivés pour squatter les terrains menacés, et l'Acipa, l'association de riverains. Mais face à l'enjeu commun de protection du lieu, la solidarité finit généralement par l'emporter.

## Sommaire



La ZAD de **Notre-Dame-des-Landes** couvre 2.200 hectares et compte des dizaines de maisons et cabanes. Pour la protéger, une équipe de « Naturalistes en lutte » en recense la richesse faunistique et floristique (p. 8). Quant aux riverains, ils ont subi l'omniprésence policière plusieurs mois durant (p. 10).



Dans le **Morvan**, une ZAD est née en février 2013 sur le modèle de Notre-Dame-des-Landes. Ici, ce n'est pas un aéroport, mais une méga-scierie couplée à un incinérateur à bois qui menace le bois du Tronçais, à Sardy-lès-Epiry (p. 14). Les opposants au projet ont investi la zone et fourmillent d'idées pour aménager leur territoire sans le détruire (p. 16).



Au **Chefresne**, dans la Manche, la lutte contre les lignes THT a pris de l'ampleur en 2012 avec l'occupation d'un bois et la démission du conseil municipal (p. 13).



Le village de **Bure**, en Lorraine, a été choisi pour accueillir le futur centre de stockage en profondeur des déchets nucléaires. L'Andra, l'agence en charge du projet, y a déjà construit un laboratoire d'expérimentation et de présentation au public (p. 18). A quelques kilomètres, au coeur du village, deux associations ont acheté une maison. De là, ils organisent la résistance et fournissent une contre-information (p. 20).



# NATURALISTES À LA RESCousse

Sur la zone humide de Notre-Dame-des-Landes, un collectif de naturalistes a décidé d'établir son propre inventaire de la biodiversité. En effet, les études environnementales réalisées par Vinci ont été déclarées insuffisantes par les scientifiques de l'Etat et les "Naturalistes en lutte" y sont pour beaucoup. Ils ont peut-être aussi freiné la financiarisation annoncée des services rendus par la nature.

« Pouvoir faire capoter le projet avec nos compétences, c'est intéressant ! ». Voilà sûrement ce qui unit les membres du collectif des « Naturalistes en Lutte », qui se battent les pieds dans l'eau contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ces professionnels de la nature sillonnent cette zone « exceptionnelle » et savent en mesurer toute la richesse, « un reliquat de prairies naturelles et de landes humides, un milieu quasi disparu ». Les naturalistes ne se contentent pas de dire non au bétonnage des 2.200 ha encore préservés de l'industrialisation pour construire un aéroport, ils réalisent sur le terrain une contre-expertise à l'étude environnementale commandée par AGO-Vinci, le prestataire du projet. Cette dernière est « lacunaire » et était de toute façon « impossible à réaliser en si peu de temps ». Pour pallier ce manque, plus de 200 personnes se sont organisées, « dans la lutte, mais aussi dans le plaisir » pour obtenir la « meilleure connaissance possible de la vie sur la ZAD ». Avec plusieurs groupes thématiques (amphibiens, botanique, reptiles, oiseaux, chauves-souris, poissons...) et un quadrillage systématique de la zone, le travail des naturalistes possède une valeur scientifique indéniable.

Ils arpentent la ZAD chaque semaine

pour repérer les plantes et les animaux qui y vivent. Leur objectif : trouver des espèces rares et protégées oubliées dans l'inventaire de Vinci. Le site mérite d'être sauvegardé, car il est véritablement unique. Cette zone tampon située en tête de bassin versant peut être comparée à un château d'eau. « Les zones humides stockent de l'eau pendant quelques semaines, quelques mois et régulent les arrivées d'eau en aval, cela évite les inondations ».

## Mesures de compensation écologique dangereuses

Les terrains de la ZAD sont gelés depuis 1974 et il n'y a pas eu de remembrements (regroupement des terres agricoles). Cela se voit au grand nombre de haies et de talus que l'on retrouve lorsqu'on se promène dans le bocage. « Il n'y a pas eu de pratiques intensives depuis quarante ans, pas ou peu d'amendements et pas de labour ». Sur le terrain, une naturaliste confirme : « L'intérêt du site c'est qu'il est très peu fertilisé, il n'y a que du pâturage extensif. Les plantes que l'on trouve ici sont adaptées aux milieux pauvres. Dans les terres riches, on trouve les plantes communes ». L'homme n'a donc pas trop dégradé son environnement et a même eu une activité bénéfique en créant les mares pour abreuver le bétail.

Elles abritent désormais une faune riche et diversifiée : tritons, grenouilles, salamandres...

En plus de contester les études environnementales menées à Notre-Dame-des-Landes et de proposer leur propre inventaire de la biodiversité, les Naturalistes en lutte se battent contre quelque chose de plus dangereux encore : les nouvelles mesures de compensation écologique prévues par Vinci. Pour construire le deuxième aéroport de Nantes, la superficie à bétonner est si vaste que les méthodes actuelles de compensation seraient impossibles à mettre en œuvre en respectant la loi sur l'eau. Tout le monde s'accorde à dire que la ZAD est constituée à 98% de zones humides. Au regard de leur rôle écologique (interception des pollutions diffuses, conservation de la biodiversité, régulation hydrologique des ressources en eau), les zones humides sont bien protégées et la législation est claire. « Dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition de zones humides, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir, dans le même bassin versant, la récréation ou la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la qualité de la biodiversité. À défaut, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200% de la surface supprimée ». Ici, il est

impossible de trouver autant d'espace dans le même bassin versant. Pour « aménager » le double de zone humide, en considérant que cela est plausible, il faudrait trouver 4 400 ha disponibles. Irréaliste, sauf à expulser bon nombre de paysans.

Pour contourner cet obstacle, Vinci veut modifier les règles et propose son propre calcul des



MC Marco



MC Marco

mesures compensatoires.

Le groupe veut appliquer des coefficients distincts aux différentes zones en fonction de leur importance. Problème : ce système de mesures compensatoires n'évalue pas l'écosystème dans son ensemble. Sans compter que Biotope, le cabinet qui a réalisé les études environnementales, admet que Vinci s'est immiscé dans son rapport et en a modifié et amendé quelques chapitres.

Dans une lettre ouverte au Comité d'expertise scientifique (instance chargée par l'État de valider la méthode de compensation environnementale), les « Décompenseurs en lutte », une émanation du collectif des naturalistes, émettent les réserves suivantes : « *La compensation telle que pensée par les aménageurs, se fait à la "découpe" : parcelle par parcelle, espèce par espèce, fonction par fonction. Ces tranches seront plus tard "interchangeables", si bien que l'on pourra compenser la perte de l'une par la "bonne gestion" ou la restauration d'une autre. L'entité globale et systémique que forme l'écosystème détruit n'est pas compensée en tant que telle comme un tout écologique cohérent (...), mais morceau par morceau. Ces morceaux seraient compensés séparément et indépendamment de leur degré de connexion. L'entité fonctionnelle que constitue cette zone n'est pas prise en compte alors que le tout est beaucoup plus que la somme des parties* ».

Cette technique de compensation n'a jamais été appliquée en France. Son autorisation créerait une jurisprudence nuisible pour l'environnement et contribuerait à la financiarisation des ressources naturelles, comme aux États-Unis où quelque 500 « banques de biodiversité » se partagent un chiffre d'affaires annuel de 3,8 milliards de dollars. Un peu à l'image du marché des crédits carbone, une entreprise paie son droit de destruction au gestionnaire qui se charge en retour de préserver une zone de qualité supposée égale ou supérieure à ce qui a été détruit ailleurs. Comme si l'intégrité d'un territoire était interchangeable.

### Vers l'abandon du projet ?

Quand les experts du Comité scientifique ont rendu leur rapport début avril, « *le projet d'aéroport a pris un grand coup de plomb dans l'aile* », jubile un naturaliste. Toutes leurs objections ont été entendues et les conclusions sont nettes : la

nouvelle méthode de compensation « *ne peut pas être validée en l'état* ».

Alors quand le Conseil national de protection de la nature (CNPN) « *fait siennes les réserves présentées dans le rapport* », c'est une victoire indéniable pour les opposants et cela signe peut-être l'arrêt de mort du projet d'aéroport. « *Ils sont même allés plus loin que ce que l'on a dit* », se félicitent les Naturalistes en lutte. Le CNPN recommande deux années d'études environnementales supplémentaires. Cette fois, les conclusions viennent de « *pointures internationales en ce qui concerne les zones humides* ». Il ne sera pas facile de passer outre. Au delà du cas de Notre-Dame-des-Landes, d'autres zones fragiles pourraient bénéficier de la décision du CNPN. Car c'est cette nouvelle méthode de compensation qui est invalidée sur le plan scientifique.

Zor



MC Marco



MC Marco

# SIX MOIS SOUS L'ŒIL DES FLICS

**Guy et Sylvette Menet ont retrouvé un calme tout relatif. Ce couple de retraités, qui habite sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes depuis plus de 40 ans, a subi de très près l'occupation policière pendant six mois. Depuis novembre 2012, les gendarmes mobiles bloquaient la circulation sur le carrefour de la Saulce, à deux pas de leur maison. Une cohabitation éprouvante qui a pris fin mi-avril.**

Guy et Sylvette Menet se sont installés à Vigneux-de-Bretagne, une commune frontalière de Notre-Dame-des-Landes, en 1972. Férus de nature, ils ont acheté une petite maison située à l'orée d'un bois, surtout pour le cadre. Mais aujourd'hui, plus question de promenades en forêt. « Ça fait trop mal au cœur », explique Sylvette. Dans le bois, des arbres arrachés par les engins de destruction pourrissent à terre, des restes de grenades jonchent le sol, des vélos tordus et des tentes lacérées par la police émergent de la boue. Ce sont les traces des mois de lutte qui se sont joués ici, sous leurs fenêtres.

Les Menet habitent un point stratégique de la ZAD. Devant leur maison, un carrefour permet de rallier l'est, l'ouest et le nord de la Zone à défendre. Derrière, une petite forêt abrite oiseaux, tritons et autres habitants de cette zone humide. En 2009, alors que les premiers zadistes arrivaient pour empêcher la destruction des lieux menacés par les promoteurs de l'aéroport, une poignée d'entre eux est venue s'installer dans ce bois. Ils ont construit des cabanes dans les arbres et y ont vécu

jusqu'à ce qu'ils se fassent déloger à l'automne 2012 par la police, à grand renfort de tronçonneuses et de tractopelles. « Le voisinage s'est très bien passé. On a gardé contact avec plusieurs d'entre eux », rapporte Sylvette.

### Bataille dans le jardin

Ce sont les squatteurs suivants, les gendarmes mobiles, qui ont posé problème. Ils ont débarqué une nuit de novembre 2012 par centaines, pour investir le carrefour. Durant presque six mois, les Menet ont subi cette omniprésence policière. « Il y avait des flics partout, tout était bouclé. Ils vérifiaient notre identité constamment, tentaient de fouiller le véhicule régulièrement », rapporte Guy. La gêne est quotidienne ; quatre fois par jour, c'est la relève. Les 120 hommes d'un escadron partent, ils sont remplacés par un autre. Les véhicules manœuvrent bruyamment pendant de longues minutes : des portes claquent, des bips de recul incessants se font entendre dès que l'hélicoptère se tait.

Souvent, les Menet se retrouvent bloqués chez eux à cause des camions qui

stationnent devant leur portail. « J'étais stressée tout le temps », témoigne Sylvette. À ces nuisances s'ajoutent des problèmes d'hygiène : les policiers n'ont pas de toilettes, c'est donc devant la maison, quand ce n'est pas dans le jardin, qu'ils viennent se soulager. Les éboueurs ont du mal à passer et les déchets s'accumulent sur les bas-côtés. Et puis, les nuits, il y a la lumière. Au moindre mouvement, les flics éclairent la maison avec leur projecteur.

À chaque fois que la situation se tend sur la ZAD, le jardin des Menet est envahi par les gendarmes et les zadistes. Ils courent sous les fenêtres, les grenades lacrymo ne tombent pas loin, et les fumées entrent dans la maison par les fenêtres restées ouvertes. Plusieurs jours après les combats, les herbes sont encore polluées par les gaz, provoquant des plaques rouges sur la peau. En période plus calme, les provocations sont légion. Les forces de l'ordre ont ainsi enlevé une banderole que la famille avait installée dans le jardin, sous prétexte qu'elle pouvait causer des accidents. « Nous sommes allés la rechercher dans leur camion »,



s'amuse Guy Menet. Un grand panneau de l'Acipa, l'association anti-aéroport des riverains, a aussi disparu, et leur parabole a été tordue.

### Sous la menace d'une expulsion

Le barrage policier isole les Menet. Les liens avec le reste de la ZAD, comme avec l'extérieur, sont coupés. Le kiné s'est fait escorter pour parvenir jusqu'à leur domicile, leurs enfants n'ont pas toujours pu arriver à l'heure pour manger, les amis ne viennent plus. « Dès qu'on faisait quelque chose, ils venaient voir. Ils nous mettaient la pression constamment. C'était pesant », résume le couple. « L'objectif, c'était qu'on s'en aille », analyse Guy.

Car le couple fait partie des irréductibles habitants de la ZAD qui ne veulent pas déménager. Pour Guy, le projet d'aéroport ne se fera pas. « La loi sur l'eau les empêche de le faire. Juridiquement, le projet ne peut pas tenir. Il est en infraction concernant la réglementation sur les zones humides et les obligations de compensation écologique », explique-t-il.

Les Menet choisissent donc de rester, malgré les décisions de justice. Dès 2011, ils sont démarchés par « un émissaire de Vinci » qui leur fait une proposition amiable d'achat. Ils refusent. Quelques mois plus tard, en début d'année 2012, une société privée et un fonctionnaire de l'État viennent estimer la maison. « La somme était très en dessous du prix du marché. Et puis de toute façon, on n'était pas vendeurs ».

En juin 2012, c'est le juge d'expropriation qui se déplace jusque chez eux, « escorté » par des zadistes. Il fait une nouvelle proposition, à nouveau refusée, et fixe la date de l'audience au tribunal, en septembre. Une dizaine d'autres propriétaires sont concernés. Finalement, après une énième proposition d'AGO (la société Aéroport Grand Ouest, dont Vinci est majoritaire), le tribunal envoie une proposition par courrier. Ils n'ont qu'à signer pour toucher l'argent. En concertation avec leur avo-

cat, les Menet refusent et laissent passer le délai de réponse. Ils restent donc dans leur maison, sans trop savoir s'ils en sont encore propriétaires. « On fait comme si on était encore chez nous ».

Depuis la mi-mai, les gendarmes mobiles ont quitté les lieux, laissant derrière eux des sacs-poubelle et des fragments de grenades. À la place des fourgons, un point info en bois et en tôle a été construit. Son nom : « Carrefour libéré ». Les zadistes du bois voisin n'ont pas reconstruit de cabanes dans les arbres, pour éviter que la police ne revienne provoquer de nouveaux dégâts dans la forêt. Mais avec la fin des barrages, ils ont pu retourner voir les Menet. Entre eux, l'entente est excellente. Chacun prône la complémentarité.



« Au niveau de l'Acipa, nous sommes légalistes. Les zadistes, eux, ont beaucoup plus embêté les flics que nous. En respectant tout, on n'obtient rien. Je ne pourrais pas vivre comme eux, mais il y a des choses à partager, à apprendre », conclut Sylvette.

Sonia



MC Marco



## QU'EST-CE-QUE LA VICTOIRE ?

Propos recueillis le 11 mai 2013 sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à l'occasion d'un débat entre zadistes et personnes venues participer à la chaîne humaine.

“ Le pouvoir nous concède de petites victoires, mais il faut continuer ”

“ La victoire définitive n’a jamais existé : une guerre en entraîne une autre ”

“ La victoire serait de semer ailleurs les trouvailles qu’on a récoltées ici ”

“ Transformer le "ici et maintenant" en partout et maintenant ”

“ Plus que la convergence, c’est la complémentarité des luttes qui est nécessaire. La victoire c’est de se dire qu’on a besoin des uns des autres, quelle que soit la façon de lutter ”

“ Ce qui compte n’est pas tant la victoire que la lutte ”

“ S’attaquer aux autres endroits où il veulent urbaniser ”

“ Il faut combattre les dominations qui sont en nous ”

“ Chaque pas est une victoire mais elle ne se fera que lorsqu’on aura changé de système démocratique actuellement complètement corrompu ”

“ La victoire c’est de faire des trous dans la chape de domination qui est posée au-dessus du monde. On essaye de libérer des espaces, d’expérimenter des choses mais il ne faut pas idéaliser ce qui se passe ici. Il faut libérer des interstices de liberté aussi dans les villes ”

“ Percevoir le fait de discuter tous ensemble comme une victoire est une forme de fatalisme ”

“ Il faudra faire plus que vivre dans les bois de façon sympathique pour vivre dans un monde sans domination, ce qui serait la vraie victoire ”

“ Si on arrête l’aéroport parce que c’est un expert du WWF qui dit que ce projet est une connerie, ce ne sera pas une victoire car on n’aura pas été entendu ”

“ Si on gagne contre Vinci, c’est déjà une victoire contre la résignation ”

# UN MAIRE CONTRE LES THT

**Pendant 11 ans, Jean-Claude Bossard fut maire du Chefresne, une commune de la Manche de 300 habitants. En 2006, il s'engage contre la ligne à très haute tension (THT) Cotentin-Maine. Une lutte qui a débouché sur l'occupation d'un bois durant plusieurs mois et s'est soldée par sa démission et celle de tout son Conseil municipal en 2012.**

Avec 163 km de câbles, un courant de deux fois 400.000 volts, 420 pylônes et une soixantaine de communes traversées, la ligne Cotentin-Maine est destinée à acheminer l'électricité produite par le futur EPR de Flamanville. Sa construction coûte 200 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 20 millions d'euros distribués pour faire accepter le projet par les populations concernées. Pour notre maire adepte de démocratie participative et de développement durable (il a pris des arrêtés anti-OGM, installé des panneaux photovoltaïques sur l'église, résilié le contrat EDF de sa commune pour passer chez le fournisseur d'électricité verte Enercoop, etc.), elle est aussi la source d'un combat qui a duré huit ans. Avec 44 autres communes réunies au sein d'un réseau anti-THT, Le Chefresne pointe dès 2006 les problèmes sanitaires engendrés par les lignes THT et saisit la justice.

*« Avec la création de la charte de l'environnement en 2005, on s'est dit qu'il existait une loi pour protéger la santé humaine et animale. Car quand ce ne sont pas les enfants qui présentent des maladies, ce sont les animaux. Les vaches laitières, notamment, développent des inflammations qui rendent le lait non comestible »,* explique Jean-Claude Bossard. Comme quatre autres villages, il refuse les 170.000 euros proposés par RTE, le gestionnaire des réseaux électriques, en guise de dédommagement pour les nuisances subies par l'implantation de la ligne. Cette somme était soumise à l'engagement de ne pas porter de recours devant la justice. Il fait également adopter en 2008 un arrêté municipal qui prévoit qu'en attente d'une loi sur les lignes THT, celles-ci ne peuvent passer à moins de 300 m des élevages et 500 m des habitations.

## Occupation du bois

*« Fin 2011, on a constaté que la justice ne faisait pas son boulot »,* indique Jean-Claude Bossard. *« Il fallait donc instituer un autre rapport de forces. On s'est associé avec le réseau des militants anti-nucléaires et en décembre de la même année, j'ai mis à disposition le château d'eau de la commune. C'était une bonne vitrine pour notre combat, on voyait les banderoles de loin ».* Quelques mois plus tard, lorsqu'il apprend que le bois dont il est propriétaire est voué à être rasé pour faire passer la ligne, il le met également à disposition des opposants. Un camp s'installe dans les arbres, qui durera de mars à juillet 2012. Chaque jour, une vingtaine de personnes occupent les cabanes : élus locaux, riverains, opposants anti-nucléaires venus de toute la France. Ils créent dans cette petite forêt un point d'information et de résistance. Les décisions sont prises *« de façon horizontale. De nombreuses AG organisées régulièrement*

*permettent à tous de prendre la parole »,* se souvient le maire. Avec les militants anti-THT, des déboulonnages publics de pylônes sont organisés. Ils réunissent jusqu'à une centaine de personnes. Les riverains se serrent les coudes pour résister aux nombreuses pressions auxquelles ils sont soumis. Un hélicoptère survole régulièrement le village, les contrôles policiers sont légion, certains reçoivent même des menaces de mort.

Le 6 juin 2012, des entreprises viennent débiter les travaux au Chefresne pour implanter un pylône. Elus et administrés s'y opposent, au nom de l'arrêté municipal. Le maire est emmené en garde à vue durant une douzaine d'heures. Pour protester contre le non-respect de cet arrêté, le conseil municipal vote le boycott des élections législatives à venir, mais la préfecture réquisitionne les conseillers municipaux pour organiser le scrutin. Résultat, toute l'équipe municipale démissionne.

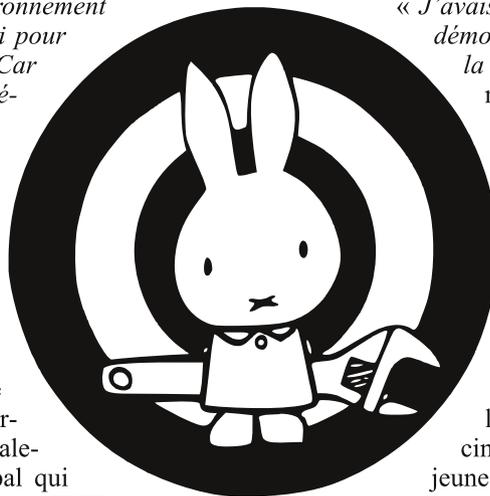
*« J'avais accepté d'être maire car je croyais à la démocratie. Mais je me suis rendu compte que la loi n'est pas la même pour tous »,* dénonce, amer, Jean-Claude Bossard.

## La grange de Montabot

Quelques jours après cet épisode, des événements tragiques mettent fin à l'occupation du bois. Dans le village voisin de Montabot, un « camp de résistance » est organisé dans le cadre de la lutte anti-THT. Environ 300 personnes sont présentes lorsque les forces de l'ordre lancent l'attaque pour disperser les manifestants. Le bilan est lourd. Vingt-cinq blessés chez les opposants, dont un jeune homme qui reçoit un projectile dans l'œil et en perd l'usage, deux chez les policiers. *« Après ça, en AG, nous avons décidé de lever l'occupation pour éviter de nouvelles violences. Je ne voulais pas mettre en danger la vie des gens »,* témoigne Jean-Claude Bossard. Cet « échec » laisse des traces chez les opposants. Des divergences et des rancunes apparaissent. Certains reprochent au maire sa trop grande médiatisation et ses rapports avec des élus Verts, lui se dit *« déçu des critiques dans le dos ».*

Malgré ces problèmes et l'électrification de la ligne en mai 2013, le combat n'est pas fini. Des militants anti-THT ont investi une grange à Montabot pour en faire un lieu d'accueil et d'information autour du nucléaire et de la très haute tension. Lors du week-end d'inauguration, en mai dernier, la plupart des acteurs de cette lutte étaient là, bien décidés à poursuivre leurs actions. De cette grange est ainsi parti l'Info-tour anti-THT, une tournée printanière de deux semaines pour faire connaître leur combat dans différents lieux et partager les expériences de lutte. Quant au nouveau Conseil municipal du Chefresne, il n'a toujours pas accepté l'argent de RTE.

Sonia



## LA JEUNE ZAD DU MORVAN



De l'anar à l'élú, la ZAD du Bois de Tronçais attire à elle des gens bien divers. Lors de notre passage en avril, c'était un endroit convivial où l'on parlait de la méga-scierie incinérateur d'Ercsia et de bien d'autres choses. Construire un espace de résistance permet aussi de refaire le monde.

En parcourant la D985 depuis Sardy-lès-Épiry, seul l'automobiliste très inattentif pourrait rater le panneau indiquant « Notre-Dame-des-Bois ». La nouvelle localité n'apparaît pas encore sur les cartes. Pourtant des gens habitent ici. Ils occupent depuis le 4 février un terrain agricole à la lisière de la forêt que l'entreprise Ercsia veut raser pour implanter son incinérateur. Ce jour-là, au petit matin, la préfecture publie sur Internet un nouvel arrêté autorisant le défrichement d'une partie de la forêt, alors que le précédent avait été suspendu par décision de justice. Une demi-heure plus tard, bûcherons et gendarmes entrent en action. Après quelques coups de fil, la résistance s'organise et des dizaines de personnes arrivent des alentours. Cohues, bousculades. Les opposants ne parviennent pas à rivaliser face aux gardes-mobiles venus en renforts. Les services de l'État dénombrement huit arbres tronçonnés. Mais ils ne comptent que les gros chênes. En réalité, plusieurs centaines d'arbres ont été abattus sur la parcelle.

Le soir même, on s'organise sur place pour trouver de nouveaux moyens de défense. Il y a là le noyau dur d'Adret-Morvan, une association créée en 2012 pour contrer le projet Ercsia, et quelques-uns des habitants de Marcilly. Ce sont eux qui avaient attaqué en justice et fait suspendre plusieurs arrêtés autorisant l'industriel à pratiquer les premières percées dans la forêt. Peu de temps après les premiers coups de tronçonneuses, la propriétaire du champ mitoyen du bois de Tronçais donne son accord pour une occupation des lieux. Les opposants disposent maintenant d'un terrain pour se positionner à proximité directe de la zone à défendre. Des tranchées et des barricades de

fortune bloquent les chemins forestiers. Dans le champ, les cabanes remplacent très vite les tentes et le camp de base se prépare. Cet épisode marque la naissance de la ZAD du bois de Tronçais.

### Presque un village qui sort du champ

Un premier espace, chauffé par un poêle, est construit. Il sert aujourd'hui de cuisine et de salle à manger. Des toilettes sèches sont montées pour répondre aux besoins les plus pressants. L'arrivée des ballots de paille offerts par un paysan permet la création d'un dortoir spacieux et isolé. C'est presque un village qui sort du champ. Des jeunes d'une ville voisine décident eux aussi de s'implanter là. Ils construisent leur propre espace, un peu à l'écart, pour accueillir de volumineuses enceintes qui animent les soirées. Plus central, le « Mégalo-Paul Bar » prend forme et n'attend pas sa Licence IV pour devenir un élément important de la ZAD. Pour compléter le tableau : un point information, un petit chapiteau pour collecter outils et matériaux qui commencent à affluer, deux caravanes. Les enfants aussi prennent part à l'aménagement du territoire et profitent maintenant de leur propre cabane en lisière de forêt.

La semaine, c'est plutôt ambiance tranquille sur le camp. Sur la cinquantaine de membres à l'origine de la contestation, une dizaine passe presque tous les jours avec de la nourriture, des infos ou du matériel. Les habitués accueillent les curieux et renseignent ceux qui viennent frapper à la porte de la cabane chauffée. Des nouvelles personnes d'ici ou d'ailleurs ont rapidement rejoint le mouvement. Ils soutiennent, construisent, développent, échangent... Ils ont posé leurs bagages sur le pré,

pour quelques jours ou quelques mois. Parmi eux il y a ceux qui militent depuis longtemps dans différents collectifs, ceux qui débutent en la matière, ou encore ceux qui ont une info à partager. Tel est le cas de ce passionné d'archéologie passé un matin d'avril pour faire savoir qu'il avait trouvé avec son détecteur à métaux des vestiges romains dans la forêt. Sur la table, il expose son trésor : des pièces frappées du sceau de l'empereur Claudius Augustus (41-54 apr. J.-C.) et des fibules. Ses découvertes peuvent être un bon argument pour empêcher la destruction de la forêt, surtout si les traces de sépultures se confirment.

## Réfléchir à son organisation de vie

Au calme de la semaine succède l'effervescence du week-end. Des dizaines de personnes débarquent en famille ou entre amis avec presque toujours un petit quelque chose à boire et à manger. Les tables sont bien remplies, on se régale souvent sur la ZAD ! Chacun parle, s'informe. Au fil du temps, des liens importants se sont créés. Des gens qui ne se connaissaient pas, mais qui vivent pourtant seulement à quelques kilomètres l'un de l'autre sont devenus amis. On refait le monde autour d'un café, et ce sont les compétences de tous qui font vivre le camp et qui nourrissent la lutte contre Erscia. C'est ainsi qu'est née par exemple la Synthèse sur Erscia rédigée par plusieurs personnes qui avaient différentes connaissances en économie, environnement, hydrologie... Un journal, L'écho des Adrets, est distribué gratuitement à la population et distille à chaque numéro une information de qualité. Deux publications qui pointent toutes les incohérences du dossier. Cette mutualisation des savoirs est également vérifiée dans le domaine des constructions, de la cuisine...

Outre l'objectif commun de lutte contre ce projet, les discussions permettent aussi aux habitants du coin de réfléchir à leur propre organisation de vie et de travail. L'un élève des cochons, l'autre possède un labo de transformation alimentaire aux normes. Le collectif devient possible et s'applique à des pratiques quotidiennes. La ZAD est devenue un laboratoire d'idées et de propositions pour inventer de nouvelles formes de société. Car « rejeter Erscia, c'est rejeter le monde qui va avec », résume Pierre, un agriculteur quadragénaire très impliqué dans la vie sur la ZAD. Dans le « cahier d'idées », laissé à disposition, on recense des projets de

création de maisons de retraite, de jardins participatifs, de développement de la géothermie, de crèches, etc. Bref, de tout ce qu'il manque à ce territoire délaissé. La dynamique créée est telle que certains craignent même que le projet Erscia coule trop vite. « Pour moi, Erscia est un bon prétexte pour faire bouger les choses, réunir du monde et imaginer d'autres façons de vivre ensemble », explique un trentenaire des alentours qui vient régulièrement passer quelques nuits dans l'une des cabanes.

À l'activité habituelle s'ajoutent parfois quelques petites alertes. Les gendarmes sont souvent de patrouille dans le coin. Ils notent régulièrement les plaques sur le parking à l'orée du bois et braquent quelquefois leur énorme projecteur depuis la route pour surveiller l'activité nocturne. Ils sont aussi venus deux trois fois sur le site même de la ZAD pour tenter de relever des identités avant de vite se voir signifier qu'ils étaient indésirables ici et qu'ils n'avaient aucun pouvoir sur cette propriété privée. Les intimidations peuvent également venir des habitants du coin. Ceux qui soutiennent Erscia ou qui ne voient pas d'un bon œil la dynamique subversive née avec la ZAD du bois de Tronçais veulent tenter des coups, même si pour l'heure, personne n'est venu. Les plus audacieux se sont contentés de quelques insultes lancées depuis leurs véhicules. En attendant, les débats vont toujours bon train, et les barricades montent...

Zor



## Du pré à la forêt

Quelques semaines après ce reportage, la ZAD du bois de Tronçais a dû déménager. Pour soulager la propriétaire du pré, à qui l'administration menaçait de retirer l'aide de la PAC si elle continuait d'accepter les cabanes sur son terrain, les zadistes ont quitté l'orée du bois pour s'installer dans la forêt. Ils sont désormais expulsables à tout moment. « Mais la préfecture a compris que s'ils envoyaient la police nous déloger, le mouvement de contestation reprendrait de l'envergure », explique un militant. En effet, durant le mois de mai, la mobilisation a connu une baisse de régime. Les riverains, fatigués par des mois de lutte, étaient moins nombreux à venir chaque jour. L'heure est donc à la remobilisation à l'échelle locale, afin de pouvoir relancer un mouvement plus large et accueillir dans de bonnes conditions ceux qui viennent passer un moment ici.

# LA SCIERIE ZÉRO DÉCHET DEVENUE UN INCINÉRATEUR

**Sous couvert d'offrir au Morvan des dizaines d'emplois en implantant une scierie à Sardy-lès-Epiry, dans la Nièvre, la société Erscia tente de profiter de la manne économique de l'électricité dite « verte » en construisant un méga incinérateur à bois.**

Le projet n'a pas immédiatement intéressé les riverains. Tout au plus, quelques maires se réjouirent-ils des retombées économiques pour la région : emplois, valorisation des biens immobiliers, arrivée de nouveaux habitants, etc. Il faut dire qu'à l'époque, tous croyaient que seule une scierie zéro déchet allait s'implanter. Mais à l'été 2012, alors que la consultation publique avait pris fin et que seule une trentaine de commentaires avait été rédigée dans les six villages appelés à s'exprimer, deux associations, Loire Vivante et Decavipec, alertèrent les habitants sur la réalité du projet. Elles ont découvert qu'il ne s'agira pas d'une scierie à proprement parler. Sur le registre des sociétés, Erscia est enregistrée sous l'activité « production d'électricité ». Dans ses communications destinées au grand public, l'entreprise ne faisait pourtant guère de publicité autour de l'installation d'un gros incinérateur. Car en vérité, elle mise plus sur son four qui fabrique de l'électricité que sur ses

planches pour gagner de l'argent. Pour empêcher ce qui s'annonce comme « *une aberration économique, environnementale et sociale* », plusieurs riverains ont créé l'an passé l'association Adret-Morvan. Elle compte aujourd'hui plus de 600 adhérents.

## Jusqu'à 40 tonnes de bois brûlées par heure

L'unité de cogénération, l'incinérateur donc, brûlera entre 20 et 40 tonnes de bois par heure ! Pour l'alimenter, Erscia a obtenu une dérogation préfectorale qui lui permettra de griller des bois considérés comme des déchets venus de treize départements. Cette catégorie comprend les bois peints, vernis ou encore les panneaux de particules. Ils sont normalement destinés au centre d'enfouissement, car trop polluants pour être incinérés. Erscia compte pourtant utiliser majoritairement ce type de bois hautement calorifique et non assimilable à de la biomasse pour produire une électricité dite « verte ».

Son installation aura une puissance de 12MW électriques et 53MW thermiques. L'électricité sera revendue à ERDF 160€/MWh, ce qui représente un gain d'environ 16 millions d'euros annuel.

Mais les Morvandiaux ne profiteront pas de cette électricité. Selon un document d'ERDF, Erscia en rachètera 10MW au prix industriel, soit environ 47€/MWh, pour sa propre consommation (un chiffre que conteste Pascal Jacob, directeur général d'Erscia, qui parle de 1MW, ce qui est très improbable pour une telle installation). Les pouvoirs publics locaux prévoient également la création d'une zone artisanale aux côtés d'Erscia, la Wood Valley. Ils estiment ses besoins électriques à 5MW. Quand Erscia affirme que l'électricité produite alimentera 25.000 ménages, c'est donc faux. Pire, les nouvelles implantations censées produire de l'électricité en consommeront plus qu'elle n'en fabriqueront.

La chaleur dégagée servira au séchage des pellets, la deuxième source de reve-



Aux alentours du bois de Tronçais, la guerre des slogans entre pro et anti Erscia fait rage. Ci-dessus, un panneau installé dans le village de Marçilly, où une quarantaine d'habitants ont porté l'affaire en justice. A droite, une pancarte située dans un pré de Sardy-lès-Epiry.

nus pour l'entreprise. Ces granulés de bois sont utilisés comme combustible dans les chaudières. Erscia prévoit d'en fabriquer 250.000 tonnes par an, soit l'une des plus importantes productions françaises. Et là encore, surprise. Les pellets seront envoyés en Belgique, pour être brûlés exclusivement dans les centrales d'Electrabel qui souhaite ainsi « verdier » son électricité pour obtenir des crédits carbone européens au détriment des forêts françaises. Le transport de ces pellets pose d'ailleurs également problème. Si Erscia évoque un transport par train, la route risque de l'emporter. En effet, l'actionnaire principal d'IBV (maison mère d'Erscia), Roland Jost, est le patron d'un important groupe de transport routier européen. « *Il semble hypothétique, dans ces conditions, qu'Erscia opte pour le rail* », raille-t-on du côté des opposants.

La construction de cette future « WoodValley » implique la destruction et le bétonnage des quasis 110 ha du bois de Tronçais, situé à moins d'un kilomètre du Parc national du Morvan. La parcelle comprend une zone humide. Or ces zones sont vitales pour l'environnement et elles bénéficient d'une forte protection juridique. Si l'exploitant a bien prévu, comme l'y oblige la réglementation, de compenser cette perte de biodiversité en créant une mare à quelques mètres, « *il est complètement irréaliste de penser qu'on peut reconstruire un tel écosystème* », s'insurgent les résistants au projet. Quant à la pollution, l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation présente une grossière erreur : il autorise des émissions annuelles de dioxines à hauteur de 60g, ce qui serait mortel dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Outre la dioxine, la cheminée de cinquante mètres rejettera quantité d'autres polluants, au moins autant qu'un incinérateur d'ordures ménagères.

Autre problème, et pas des moindres, l'approvisionnement en bois. Les besoins d'Erscia pèseront lourd sur la région. Les résineux, qui remplacent progressivement la forêt morvandelle, atteindront leurs pics de production à l'horizon 2020. Même sans Erscia, qui prévoit de scier 500.000 m<sup>3</sup> de bois par an, la ressource en bois bourguignons sera insuffisante par rapport aux capacités des scieries déjà existantes. La région ne lui suffira donc pas. Le groupe envisage de s'approvisionner avec les massifs voisins dans un rayon de 300 kilomètres. « *Pour assouvir un géant comme Erscia, il va falloir imposer des cultures du bois, à*



## Pascal Jacob, juge et partie

En 2010, le Conseil Général de la Nièvre a commandé un rapport à Pascal Jacob, alors président du Medef Nièvre, sur « l'état de la ressource financière dans le Massif Central Grand Est de la France ». Il souhaitait « disposer de données fiables et irréfutables » ! Sans surprise, ce rapport conclut que le projet Erscia est bien sûr « l'une des meilleures réponses pour la compétitivité de la filière bois française ».

*l'image de l'industrie céréalière. Une fois toutes les forêts de la région rasées, il faudra planter des centaines d'hectares de pin Douglas, qu'on nourrira de produits phytosanitaires pour augmenter le rendement de ces monocultures* », craint Marc, agronome et opposant au projet

### La justice freine Erscia

Malgré tous ces soucis, le projet est fortement soutenu par les pouvoirs publics. Il faut dire qu'Erscia annonce « *la création de 120 emplois directs - à fort caractère local - et d'environ 200 emplois indirects* ». Ces perspectives ne sont pas celles d'Adret-Morvan. « *Obligatoirement, les tarifs du bois vont augmenter, et les plus petites scieries ne pourront pas suivre* ». Sur les quatre scieries industrielles du Morvan, « *deux ou trois fermeront. Erscia détruira plus d'emplois qu'il n'en créera* ». Mais les promesses d'embauches ont déclenché le versement de nombreuses subventions.

Face à l'opposition grandissante, Pascal Jacob maintient son projet. « *Nous avons déjà dépensé trois millions d'euros pour nous implanter sur ce site. Donc on ne reculera pas* », affirmait-il en avril dernier.

La justice pourrait cependant freiner ses ambitions. Sur les six arrêtés préfectoraux relatifs au projet (autorisation de défrichage, de destruction d'habitats d'espèces protégées, de création d'un lotissement industriel, de loi sur eau, de permis de construire et d'Installation Classée Pour l'Environnement), cinq ont déjà été attaqués en justice. Les deux premiers ont été suspendus. L'arrêté relatif à la destruction d'espèces a même été suspendu trois fois. C'est d'ailleurs la troisième publication de cet arrêté, le 4 février 2013, qui a provoqué une forte mobilisation et permis la création de la ZAD. On attend désormais le jugement sur le fond. .

Sonia



## LA MAISON DE RÉSISTANCE

Depuis 2005, la maison antinucléaire de Bure accueille les militants de passage et fournit une contre-information aux habitants du coin. Les travaux d'enfouissement des déchets nucléaires sont prévus pour 2019, d'ici là, la maison va monter en puissance.

Voilà un outil bien pratique pour lutter contre le projet d'enfouissement des déchets nucléaires dans le sous-sol de la Meuse. La maison de résistance à la poubelle nucléaire est implantée au cœur du petit village de Bure depuis 2005. Coup de maître des antinucléaires. C'est peu dire que la mission n'était pas jouée d'avance. Le maire a signé toutes les autorisations nécessaires à la construction du laboratoire de l'Andra, bien content de faire profiter sa commune d'une manne

financière considérable pendant des décennies (cf. encadré). Il voit donc rouge quand des gens s'appêtent à habiter sur son territoire dans le but d'empêcher l'ouverture de la poubelle nucléaire. Le maire avorte une première tentative en usant de son droit de préemption. Le coup suivant sera le bon. Un couple propre sur lui se présente pour acheter une maison secondaire. Ils concluent vite la vente d'une ruine pour environ 15.000 €. Peter, antinucléaire allemand,

est désormais propriétaire d'une bombe atomique dirigée contre le projet d'enfouissement. Il revend presque immédiatement son bien à une SCI détenue à 60 % par Bure Zone Libre et à 40 % par le réseau Sortir du Nucléaire. Depuis cette date, le premier lieu français de résistance permanente au nucléaire se fortifie sur une zone symbolique et stratégique.

« *L'esprit, c'est d'avoir une base fixe, que des gens venus de loin puissent avoir un toit. Il fallait aussi montrer à l'Andra que l'on s'installe dans le temps et qu'on n'est pas prêt de bouger. Nous sommes indélogeables* », annonce l'un des habitants qui totalise plusieurs années de lutte antinucléaire à son actif. Dans la maison, les premiers mois sont difficiles. Peter partage son temps entre les travaux de la maison et sa roulotte pour se reposer. Tout est à refaire, sol à décaisser, poutres et solives à remplacer, couverture, maçonnerie, réseau d'eau et d'électricité... Le chantier avance doucement, au rythme des rentrées d'argent et des volontaires qui affluent. Bure Zone Libre monte un festival. Il attire du monde, un peu trop même. Les 5.000 personnes deviennent trop difficiles à gérer pour la petite structure organisatrice. Après une année de transition, la fête devient plus confidentielle et se nomme désormais



« Petit festival contre la grosse poubelle ». Il s'agit cette fois d'attirer un public plus local et d'élargir le cercle des militants déjà convaincus.

Au fur et à mesure des rénovations et des passages, la maison devient une base solide pour les antinucléaires. Ses habitants sont changeants, certains restent des années, d'autres quelques jours. L'échelle se situe souvent entre les deux. Avec le temps, elle devient vivable, accueille plusieurs pièces, un étage, un dortoir, et une éolienne dans le jardin. L'heure est aux finitions. Quand nous y sommes passés, les tailleurs de pierre avaient fini leurs fenêtres et ils posaient le mortier sur la dernière des onze ouvertures percées en façade. Presque tout est isolé. Aujourd'hui, la maison est conviviale et peut accueillir une bonne vingtaine de personnes. « La fin des travaux permet de s'ouvrir aux locaux, on s'inscrit dans le paysage ».

### Contre-information nécessaire

Ceux qui vivent ici ont rassemblé de nombreux livres, journaux ou brochures abordant surtout le nucléaire, mais aussi d'autres sujets. Ils proposent ainsi un espace d'informations indépendantes. Face au budget colossal dont dispose l'Andra pour sa communication, il faut avant tout récolter et fabriquer les outils d'une contre-information. Et il y en a fort besoin. Il y a quelques mois, l'agence de gestion des déchets nucléaires présentait une exposition dans ses locaux. Elle était intitulée « La radioactivité, d'Homer à Oppenheimer ». Le premier est le héros bien connu des Simpson qui travaille dans une centrale nucléaire, le second est le père de la bombe atomique. Cette exposition, destinée avant tout aux scolaires, mettait aussi en avant le fait que Superman, Spiderman ou encore Hulk avaient profité des bienfaits de l'atome pour acquérir leurs supers pouvoirs... L'information officielle délivrée manque clairement d'objectivité et passe sous silence de nombreux points. Pour remédier

à cette carence, forcément volontaire, la prochaine grosse étape est de terminer une salle aux normes pour accueillir du public lors de projections, d'expositions, de concerts, de débats, de théâtre...

« Nous, on n'a pas besoin de cette salle », informe un membre du collectif.

« C'est pour d'autres, pour pousser les gens du coin à prendre part à la lutte ». Ça commence à payer. Des réunions de diverses associations locales se tiennent déjà à la maison.

Les militants se savent très surveillés. Hélicoptère en rase-mottes qui prend des photos lors d'une réunion, projecteur d'une berline de gendarmerie pour éclairer les plaques d'immatriculation à 4 h du matin, téléphones sur écoute... « C'est le jeu. On ne s'attaque pas qu'à des intérêts privés. Quand on s'attaque au nucléaire, on s'attaque à l'État. Ils ne te font pas de cadeau ».

Les habitants sont maintenant concentrés sur la question des débats publics, considérés comme une mascarade de démocratie participative. Elles n'ont aucun pouvoir décisionnaire et c'est bien pour ça que beaucoup ont plaidé pour un boycott actif, organisé en grande partie depuis la maison. Le premier débat public qui s'est tenu à Bure le 23 mai a été annulé au bout d'un quart d'heure après des perturbations à l'extérieur et à l'intérieur de la salle des fêtes de la commune payée par l'Andra. Mais cette bataille n'est qu'une étape dans la longue guerre qui oppose les deux camps. La lutte contre le projet d'enfouissement a commencé en 1994. Les premiers déchets ne sont pas prévus avant 2027. « Comment gérer le temps d'une lutte ? Se placer sur une échelle où il faut deux générations ? Pour y arriver, il ne faut pas faire que des coups d'éclat, il faut surtout tenir sur le long terme et maintenir la crédibilité sur de longues années. Ce n'est pas facile de comparer, nous n'avons jamais eu ça en France ».

Celui que nous pourrions appeler Manu continue. « Il est important que le mouvement antinucléaire se charge du dossier Bure. Mais il faut aussi élargir le champ. Ça concerne tout le monde, c'est le message que l'on souhaite faire passer. On va accélérer, la fin est plus proche que le début. À partir de l'autorisation gouvernementale en 2018, il n'y aura plus de voies légales pour contrer ça ». La zone concernée par le centre d'en-



fouissement sera complètement bouclée un an avant le début des travaux prévus pour 2018. « Il faut expliquer que ce sera important de venir se mobiliser ici un jour. Avant d'avoir une Zone à défendre, on a déjà une Zone à détruire », ajoute-t-on dans la maison en faisant référence au laboratoire de l'Andra.

Zor

## Une corruption légalisée

Comment faire accepter par un territoire l'implantation d'un centre de stockage de déchets nucléaires ? En lui promettant des millions. L'Andra l'a bien compris et l'a même fait inscrire dans la loi de 2006 sur la programmation de gestion des déchets nucléaires. Celle-ci définit la création de Groupements d'Intérêt Public (GIP) dans les deux départements concernés, la Meuse et la Haute-Marne, via un « fonds d'accompagnement économique » abondé par les producteurs de déchets, Areva, EDF et le CEA. Restauration d'églises, construction de réseaux d'assainissement, salles communales, aides aux entreprises locales pour acheter du matériel, etc. Les deux GIP financent des dizaines de projets à hauteur de 30 millions d'euros annuels chacun. La carotte est si attrayante que la Haute-Marne, où ne sont installés pour le moment que quelques bâtiments techniques de l'Andra, se bat pour faire un peu plus partie de la future poubelle nucléaire. En 2012, son président, Bruno Sido, a ainsi réclamé que la descenderie qui mènera jusqu'au lieu de stockage, à 500 mètres sous la terre meusienne, parte de son département. Le lobby nucléaire, prêt à tout pour se débarrasser de ces encombrants déchets, a donc accepté cet arrangement « avant tout politique », confirme l'Andra. Si le projet se monte, il est d'ores et déjà acté que la Haute-Marne percevra 40% de ces fonds, et la Meuse 60%.



# ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS NUCLÉAIRES : LA FOLIE DES GRANDEURS

**Enfouir à 490 mètres de profondeur 100.000 m<sup>3</sup> de déchets qui concentrent à eux seuls plus de 99 % de la radioactivité de nos déchets nucléaires, miser sur une couche d'argile pour les confiner pendant des millions d'années et espérer que pendant ce laps de temps, aucun homme ne pénétrera dans cet endroit : voilà le pari de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) dans la Meuse.**

Ce projet pharaonique a un nom : Cigéo, pour Centre industriel de stockage géologique. Son objectif : confiner sous terre pour l'éternité les déchets les plus radioactifs produits par l'industrie nucléaire depuis soixante ans. À l'étude depuis les années 1990, il aura fallu une décennie à l'Andra pour trouver un lieu où les enterrer. Ce sera finalement à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne. Les recherches géologiques ont déterminé que l'argile présente ici était apte à héberger des déchets de moyenne et haute activité à vie longue pendant des millions d'années. Les études sociologiques ont conclu quant à elles à l'acceptabilité probable du projet dans une zone à très faible densité où la population est vieillissante. Ce qui risque d'être enfoui ici ne représente que 4 % du volume des déchets nucléaires français, mais ils concentrent plus de 99 % de la radioactivité (cf. encadré). Ils restent dangereux pendant des milliers d'années. C'est donc un stockage à haut risque que l'Andra souhaite entreprendre.

L'agence accueille le public gratuitement dans son centre de Bure pour lui présenter son projet. Avant de commencer



la visite dans les bâtiments flambant neufs, il faut impérativement échanger sa carte d'identité contre un badge. On est peu nombreux ce samedi après-midi. Seulement trois personnes au départ, cinq avec les retardataires. Mais l'Andra nous sort quand même le grand jeu. Une conférencière, juste pour notre petit groupe, se présente d'un sourire affable et nous invite à la suivre dans un auditorium doté d'un grand écran. C'est parti pour une heure de diapositives explicatives sur la gestion des déchets nucléaires. « *Ne pas hésiter à l'interrompre* », nous dit-elle. La jeune femme est calée et son discours est rôdé. Elle s'adapte vite à son public et répond à nos questions, que ce soit sur des sujets scientifiques ou plus politiques. On apprend ainsi qu'il faudra creuser entre 15 et 20 km<sup>2</sup> de galeries à une profondeur de 490 mètres sous terre. Autre information, la création d'une zone de réception et de stockage des déchets radioactifs en surface. Couvrant environ 100 hectares, elle sera en service jusqu'en

2127, date de la fin de l'exploitation de Cigéo. L'employée de l'Andra nous apprend aussi que 300 trains ou 700 camions par an seront nécessaires pour acheminer gravats, matériaux et déchets nucléaires. Quant au financement, il est « *encore à l'étude* ». La première estimation est de 15 milliards d'euros, mais l'Andra parle aujourd'hui de 36 milliards d'euros. Des coûts difficilement supportables pour les principaux bailleurs de fonds (EDF, Areva et le CEA), qui tentent de négocier sur tous les points possibles. Les diapos sont finies, on quitte la salle de projection.

## Visite surveillée

Après avoir rapidement traversé l'exposition temporaire consacrée aux fossiles, la visite se poursuit au sous-sol. Quelques galeries ont été reconstituées, comme celles qui sont creusées 500 mètres plus bas dans le laboratoire. Un agent de sécurité a fait son apparition et nous suit à chaque pas. « *L'an passé, un*



*conférencier a été enfariné* », justifie notre guide. La jeune femme nous explique comment les déchets seront emballés dans des colis en métal, eux-mêmes enfermés dans une enceinte de béton, avant d'emprunter une descenterie de cinq kilomètres menant aux alvéoles souterraines. Ces contenants sont prévus pour résister environ mille ans. Après, seule l'argile assurera le confinement. Matériel scientifique à l'appui, elle nous montre comment la roche résistera à la température des déchets, de l'ordre de 70 °C lorsqu'ils seront descendus ; comment elle retiendra l'eau, donc les particules radioactives ; comment les sismographes enregistrent les mouvements géologiques, etc. Car cette couche d'argile compacte devra jouer son rôle de tombeau stable et inviolable durant des millions d'années ! « *Je comprends que cela peut sembler difficile à imaginer, mais les études scientifiques ont démontré la faisabilité de ce stockage. On peut garantir la stabilité des matériaux pendant des milliers d'années* », tente de rassurer la conférencière. Ce temps, très long, pose aussi des questions d'ordre sociétal. Comment faire savoir aux générations futures qu'ils ne doivent pas creuser ici ? La réponse proposée par l'Andra semble dérisoire : elle préconise de stocker les archives sur du papier « *permanent* ». Soumise par un artiste, l'idée d'instaurer un rite tel que jeter de la terre tous les 30 ans sur le site est aussi à l'étude. Peut-être l'Andra créera-t-elle une nouvelle religion ?

## Alors, rassurés ?

Après deux heures de visite, ce n'est cependant pas fini et chacun reprend son véhicule pour se rendre à l'Espace technologique situé dans le département voisin à quelques kilomètres. Là aussi, il faut confier sa carte d'identité. Ici, on a droit à des démonstrations grandeur nature des machines qui achemineront les colis de déchets au fond des galeries. Elles sont même censées pouvoir les remonter. Le gouvernement a en effet posé une condition à la création de Cigéo : que le stockage soit réversible durant 100 ans. « *Pour que les générations futures puissent changer d'avis, ou améliorer les technologies* », explique la conférencière. Après 100 ans d'exploitation, les galeries et les puits d'aération seront par contre définitivement rebouchés, et plus rien ne devra fuir.

L'après-midi touche à sa fin lorsque nous ressortons de l'Andra. Nous sommes cordialement invités à répondre à un questionnaire qui nous interroge notamment sur notre état d'inquiétude avant et après la visite. Nous repartons aussi avec quelques cailloux dans un sachet plastique. C'est de « *l'argilite du Callovo-Oxfordien* » récupérée à une profondeur de 490 mètres. Cette roche de 160 millions d'années pourrait bien devenir le seul rempart entre les déchets radioactifs et les habitants de la Terre pour l'éternité.

**Sonia**

## De quels déchets parle-t-on ?



*Colis de déchets nucléaires*

Cigéo est prévu pour stocker tous les déchets de moyenne activité à vie longue (MA-VL) et de haute activité (HA). Ils correspondent aux débris des structures métalliques qui entourent le combustible dans les centrales nucléaires et aux résidus non réutilisables des combustibles usés, soit 4 % des combustibles usés. Les 96 % restant sont de l'uranium et du plutonium (élément radioactif artificiel généré dans les réacteurs nucléaires). Ils ne sont pas considérés comme des déchets. Une partie est réutilisée pour la fabrication du MOX (combustible), mais la plupart de ces matériaux sont stockés en attendant un futur procédé scientifique permettant de les réemployer comme combustibles. Au départ, la température des déchets qui seront stockés à Cigéo est d'environ 250 °C. Il leur faut barboter près de 60 ans dans des piscines pour descendre à environ 70 °C, température à laquelle ils seront enfouis. En 2030, ils représenteront 54.300 m<sup>3</sup>, et presque le double en 2100, lorsque les galeries seront pleines. Cigéo compte accueillir tous les déchets MA-VL et HA français, dans l'état actuel du parc nucléaire (EPR pris en compte). Si la France poursuit sa politique nucléaire, il faudra trouver un nouveau lieu de stockage pour les futurs déchets.



# SUR LES MURS D'ATHÈNES

Le désarroi des Grecs s'exprime aussi dans les rues de la capitale, devenues depuis quelques années un support de choix pour les inscriptions, le graffiti et le street-art.





Athènes est comme une galerie, surtout depuis les mesures d'austérité. Mais dans la ville, un sentiment de malaise général semble régner. En haut, vue sur un mur d'enceinte de l'école polytechnique, l'un des centres de la contestation. Ci-contre, la démocratie « à vendre ». À gauche, une des nombreuses filles peintes par Sonke, avec un monstre de WD, deux artistes. Le vieil homme inscrit des messages religieux tandis que l'on croit halluciner avec ce portrait posé au milieu de nulle part.





WD réalise aussi des collages, comme la femme joker ci-contre et l'émeutier à gauche apposé sur une ruine à Exarchia, le quartier anarchiste d'Athènes.

En bas, les dames font la causette à côté d'un mur où il est inscrit : « la santé sexuelle est une illusion ». Un homme promène son chariot et le remplit avec ce qu'il trouve.

Si la misère se lit sur les murs, elle est aussi bien présente dans les rues. Le nombre de personnes sans-abri, de toxicomanes et de visages tristes est malheureusement impressionnant.

Zor

(Photos prises en juillet 2012)



# LE TIRAGE AU SORT, UN OUTIL DÉMOCRATIQUE ?

**Tirer au sort nos représentants politiques peut sembler de prime abord un peu loufoque. Et si l'on se retrouvait avec des incompetents au pouvoir ? Cela, encore, on est habitué ! Mais que personne n'aurait choisi ? Qui seraient fous, dictatoriaux, racistes ? C'est vrai que l'idée peut faire peur. Pourtant, elle fait un timide retour dans nos démocraties et ouvre des perspectives nouvelles.**

Derrière un aspect farfelu, le tirage au sort offre des avantages certains, au rang desquels l'impartialité et l'égalité devant le choix. Il y a 2.500 ans, les Athéniens l'avaient bien compris et l'utilisaient pour désigner certains de leurs dirigeants. Mais nous ne sommes plus à l'époque de la Grèce antique où les citoyens, peu nombreux, géraient les affaires de la cité en excluant femmes et esclaves des décisions. Aujourd'hui, presque tout le monde peut théoriquement prendre part à la vie publique et le vote a depuis longtemps remplacé le tirage au sort. Pourtant, dans les faits, seule une poignée de professionnels accède au pouvoir. Pour Gil Delannoi, chercheur au Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences Po, cela s'explique par le fait qu'à l'occasion de l'instauration du suffrage universel, la crainte que le citoyen lambda ne soit pas assez compétent a encouragé la création d'une élite politique. Pour ses défenseurs, le tirage au sort serait un moyen d'annihiler le pouvoir de cette classe politique. Quant aux compétences, il n'y a qu'à regarder la valse ministérielle pour comprendre que ce n'est pas un critère recevable. Tout le monde, tiré au sort ou non, est apte à se former sur un sujet, en étant à l'écoute de différents points de vue.

Le tirage au sort pourrait être envisagé pour sélectionner différentes fonctions : conseiller municipal, député, sénateur, candidat d'un parti à une élection, ou autre. Si chaque cas est différent, les modalités d'application engendrent de nombreuses questions : faut-il tirer au sort parmi des volontaires ou parmi l'ensemble de la population ? Faut-il faire une pré-sélection ? Faut-il autoriser un tiré au sort à refuser sa mission ? Pour éviter de retomber dans les travers de l'élection (carrières politiques, populisme, conflits d'intérêts...) et rendre la procédure plus sûre, les partisans du tirage au sort ne l'imaginent pas sans



Dem's

garde-fous. « Dans le tirage au sort, on donne un tout petit peu de pouvoir, mais avec des contrôles à tous les étages, avant, pendant, et après les mandats », indique Étienne Chouard, qui milite pour un nouveau régime dont le point de départ serait la réécriture de la Constitution par une Assemblée constituante tirée au sort. L'homme, critiqué par les antifascistes pour ses rapports avec l'extrême droite, imagine un système dans lequel « le tiré au sort ne déciderait rien tout seul. Il y aurait des groupes de tirés au sort et des groupes de contrôle ». Ceux qui auraient le pouvoir ne l'auraient que pour un délai court, et ils pourraient le perdre s'ils ne remplissaient pas correctement leur tâche. La révocabilité du mandat en cas de faute offrirait une garantie de plus à une véritable démocratie. Et à la fin de la mission, il y aurait une obligation de rendre des comptes sur le travail réalisé et l'impossibilité d'obtenir à nouveau la même fonction.

## Le cas islandais

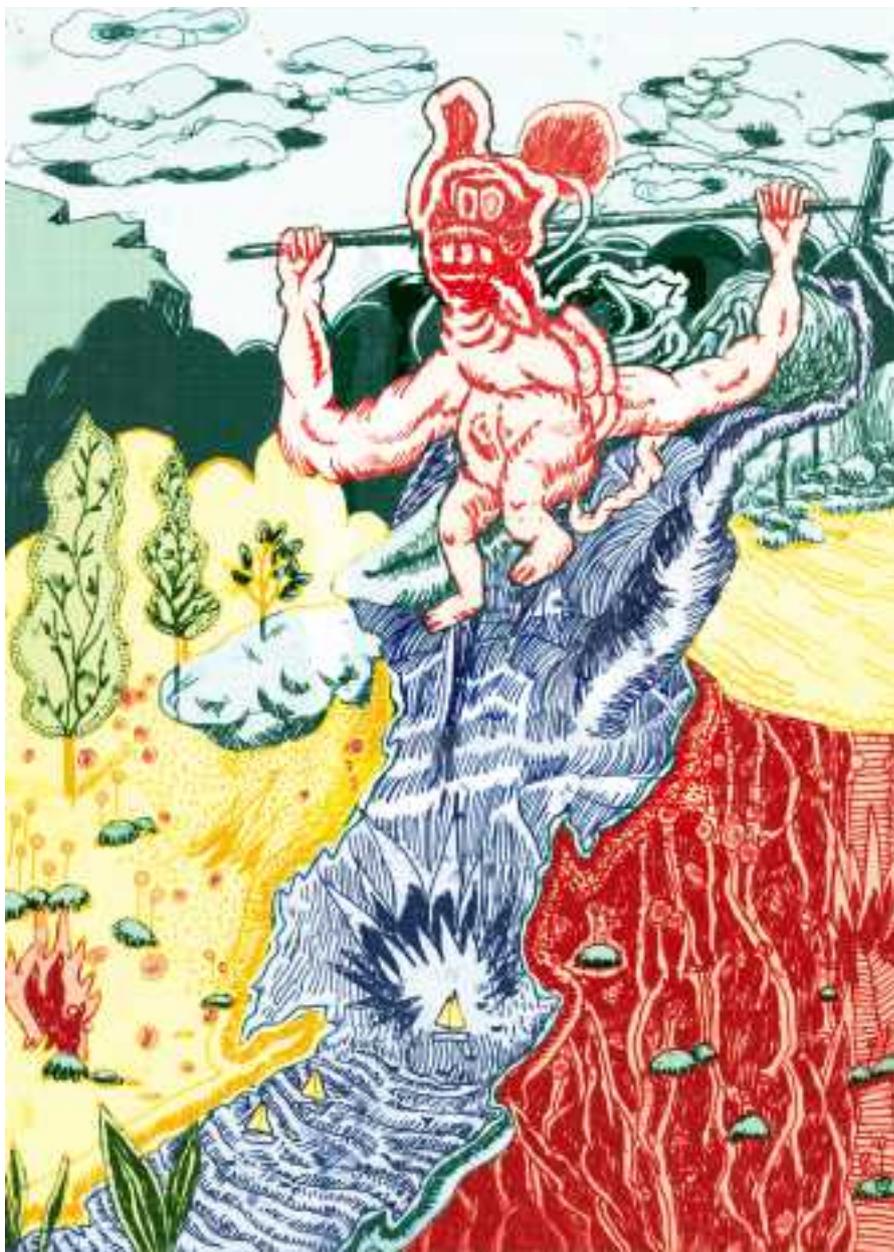
En Europe, l'exemple le plus marquant du retour du tirage au sort est à piocher en Islande. En 2009, en pleine tourmente politique et financière, « une Assemblée citoyenne d'un millier de personnes tirées au sort et de quelques centaines de personnalités qualifiées est rassemblée à l'initiative d'associations civiques pour dégager les valeurs sur lesquelles devrait se refonder le pays.



L'expérience est réitérée en novembre 2010, cette fois avec le soutien étatique, dans la perspective de l'adoption d'une nouvelle Constitution », explique le sociologue et politiste Yves Sintomer, dans un article publié par La vie des Idées en juin 2012. Le processus de réécriture de la Constitution n'a pas abouti, car les politiciens locaux n'ont pas validé le texte proposé. Mais cet essai est toutefois emblématique de l'envie de pratiquer une démocratie différente de celle qu'on connaît actuellement. « Face à l'oligarchie qui s'impose, l'envie de revenir à une tradition expérimentale de la démocratie se fait de plus en plus sentir », estime Gil Delannoï.

Un autre avantage du tirage au sort est la sérénité qu'il apporte. Il « désarme la paranoïa et l'intrigue, et limite l'orgueil qui peut être ressenti par un candidat élu », analyse le chercheur. De plus, il est plus difficile de corrompre un futur tiré au sort qu'un élu, du moins pas avant qu'il ne soit désigné. Ce ne sera pas non plus le plus télégénique qui obtiendra le pouvoir, ni celui qui a promis le plus aux lobbys. Bien sûr, comme pour chaque système, l'efficacité du tirage au sort comme outil démocratique dépend de sa mise en œuvre. Ainsi, au XIX<sup>ème</sup> siècle, il avait été utilisé pour recruter l'armée de mobilisation. Seulement, il était possible de céder son ticket. C'étaient donc les plus pauvres qui partaient au front, en échange d'argent. « Le tirage au sort est ce qu'on en fait. Il n'a pas de qualités ni de défauts intrinsèques, tout dépend des modalités d'application », affirme Gil Delannoï. Cependant, « il y a un bon sens qui fait qu'il y a peu à craindre qu'on l'utilise de façon complètement arbitraire », ajoute-t-il. Le tirage au sort mérite donc plus que de la raillerie : il porte en lui des caractéristiques intéressantes pour qui souhaite améliorer nos démocraties qui ne font pour l'instant pas du peuple le véritable souverain.

**Sonia**



## Les quelques exemples français

En France, le tirage au sort est principalement utilisé pour désigner les jurys d'assises. Dans le domaine politique, on le rencontre rarement, et de façon très locale. Il a ainsi été utilisé en région Poitou-Charentes en 2008 dans le cadre de la « démocratie participative ». Un « jury citoyen » de 26 habitants tirés au sort a été désigné pour évaluer les actions de la région en matière de lutte contre le changement climatique. Dans l'introduction à leur avis, la présidente de région Ségolène Royal explique la démarche : « pas besoin d'être un « spécialiste » du sujet (...) car ce qui compte, ici, c'est cet autre éclairage, cette autre expertise qu'apportent des citoyens capables de

réfléchir ensemble, de poser des questions pertinentes, de débattre de leurs points d'accord et de désaccord pour, finalement, apprécier ce qui leur semble le plus utile dans l'intérêt général ».

Autre cas, le groupe de Metz d'Europe-Ecologie-Les Verts a désigné par ce moyen ses candidats aux cantonales en 2010 et aux législatives en 2012. Il s'agissait selon leurs propres termes de « lutter contre la professionnalisation de la politique, le carriérisme et le cumul des mandats, et de promouvoir la sélection aléatoire des candidats aux élections comme processus de réappropriation de la politique par le citoyen ».

## MÉLANGE DÉTONNANT

Un navire a pris feu le 1<sup>er</sup> mai dans le port de Hambourg. Il aura fallu plus de dix jours aux autorités allemandes pour avouer que l'embarcation transportait des matières radioactives. Mais le plus surprenant c'est que dans le chargement, on pouvait aussi trouver 4 tonnes d'explosifs, 8,9 tonnes d'hexafluorure d'uranium, 180 tonnes d'éthanol des munitions. Le feu s'est déclenché sans qu'on n'en connaisse la cause sur le pont où étaient arrimées 70 voitures neuves. Sans la mobilisation de 300 pompiers qui ont déchargé les containers dangereux et mis 15 heures à éteindre l'incendie, cet accident aurait pu être catastrophique dans une ville qui compte 1,8 million d'habitants.

**TWEET RAVAGEUR** - Au mois d'avril, le compte Twitter d'Associated Press informe près de deux millions d'abonnés qu'un attentat a frappé la Maison Blanche et que Barack Obama est blessé. Une mystérieuse organisation, l'Armée électronique syrienne qui soutient le régime de Bachar al-Assad a revendiqué le piratage. En trois minutes, Wall Street perdait 136 milliards de dollars.

**Le premier animal génétiquement modifié destiné à la consommation humaine pourrait être un poisson.** Développé par la société américaine AquaBounty Technologies, le saumon transgénique AquAdvantage a été modifié pour grandir deux fois plus vite que son cousin le saumon atlantique. La Food and Drug Administration (FDA) a jugé en début d'année qu'il pouvait être consommé sans danger particulier et ne présentait presque aucun risque environnemental, puisqu'il devrait être quasiment toujours stérile. Des approximations qui inquiètent évidemment les associations de consommateurs. Pour l'instant élevé dans des bassins au Canada, il attend un accord de la FDA pour être commercialisé. Pas de panique car des **farines animales (déchets de porc et de volaille impropres à la consommation humaine) sont autorisées pour nourrir les poissons d'élevage** depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Ce nouveau régime alimentaire pour les poissons s'ajoute aux conditions déjà déplorables des bassins d'élevages : surpopulation, gavage par une stimulation de l'appétit avec un éclairage permanent et épandage d'antibiotiques quotidien dans les derniers mois de l'élevage. Bon appétit !

**FAIT DIVERS** - Un rapport de l'Institut National Audiovisuel (INA) révèle que le nombre de sujets consacrés aux faits divers dans les journaux télévisés du soir a augmenté de 73 % en dix ans. La couverture des actes de violences contre les personnes constitue la moitié des sujets diffusés. Il n'y a presque pas de faits divers dans le journal d'Arte et c'est sur M6 que l'on en retrouve le plus : ils représentaient 9,4 % des sujets traités sur la chaîne en 2012. Est-ce du journalisme ? En tout cas, Pierre Bourdieu a tranché, pour lui : « *les faits divers font diversion* ».

**NAPOLÉONLAND, FUTUR PARC D'ATTRACTIONS** - Après Mickey et Astérix, Napoléon pourrait devenir le nouveau héros d'un parc d'attractions, selon les souhaits du député Yves Jégo. La Seine-et-Marne a lancé un appel d'offres européen pour les premières études de faisabilité.

**LE FMI DÉCOUVRE LES INÉGALITÉS SOCIALES** - Dans un discours prononcé en mai à Washington, Christine Lagarde, directrice du FMI, s'est inquiétée de « *l'aggravation des inégalités de revenus* », notant que 0,5% de la population mondiale détenait plus de 35% des richesses.

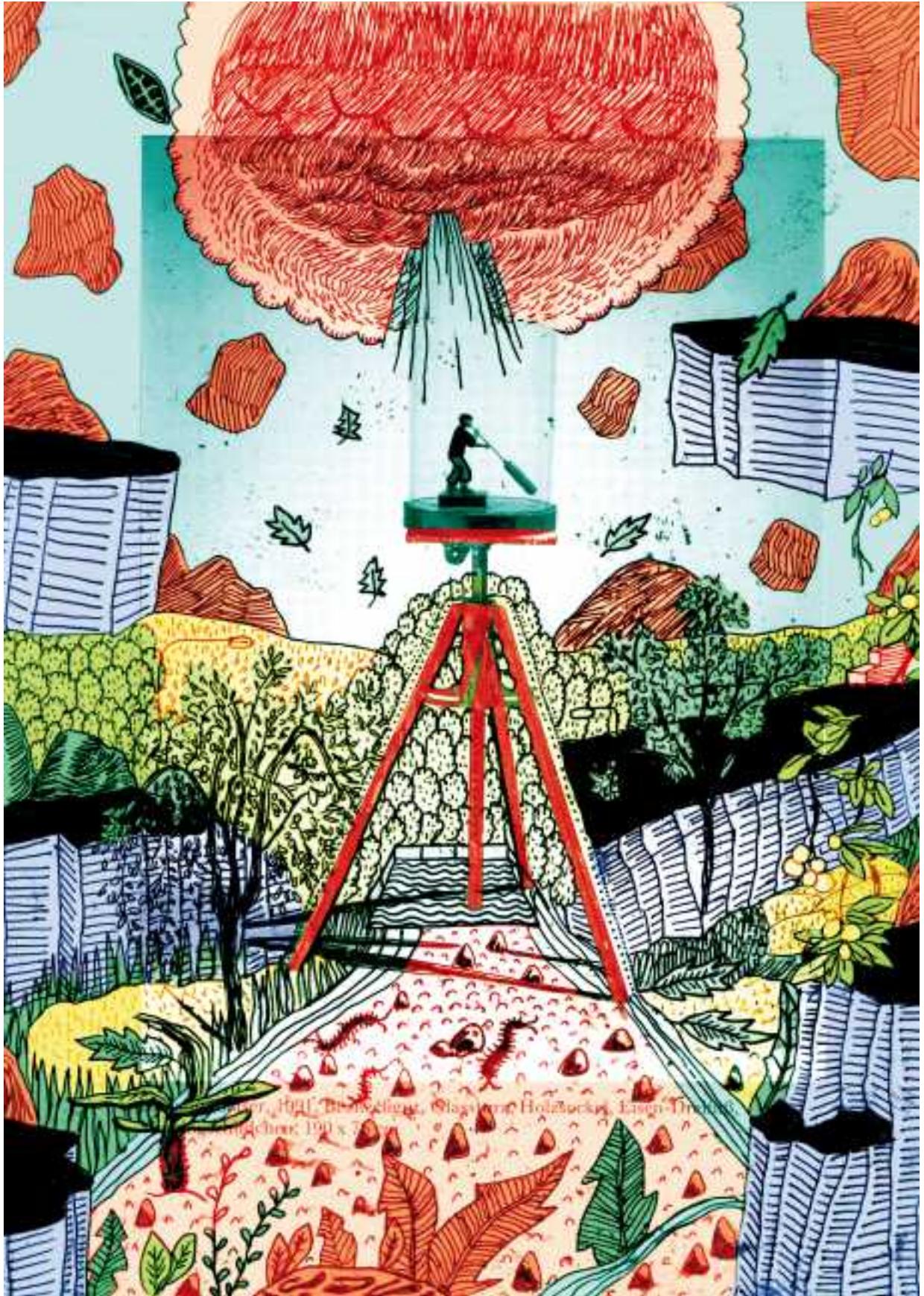
## L'AMARANTE PLUS FORTE QUE LES OGM

Monsanto vend des semences génétiquement modifiées pour résister aux herbicides. Les agriculteurs n'ont ensuite plus qu'à asperger les plantes de Roundup. Normalement, seule la plante cultivée doit survivre. Pas de bol, aux Etats-Unis, certaines amarantes, considérées comme des mauvaises herbes, ont reçu un gène de résistance aux produits chimiques de Monsanto, alors que la firme considérait cela comme impossible. Résultat, l'amarante et d'autres plantes se multiplient très vite dans les champs de soja, de maïs, de coton et de colza. Près de huit millions d'hectares seraient infestés et les agriculteurs ont le choix entre arracher les mauvaises herbes à la main ou abandonner les terres. En Alabama, l'amarante de Palmer, qui pousse très vite et produit des millions de graines minuscules infeste 80 % des champs de coton OGM et 61 % des champs de soja OGM. Les plantes vont-elles se défendre elles-mêmes contre les OGM ?

**LE LARZAC RESTE AGRICOLE** - La prorogation du bail entre l'Etat et la Société civile des terres du Larzac signée en juillet par le ministre de l'Agriculture garantit aux paysans installés sur le plateau qu'ils pourront continuer leur activité au moins jusqu'en 2083. Pour la Confédération paysanne, c'est la consécration de la mobilisation historique qui s'est jouée là-bas dans les années 70-80. Et de se s'interroger : « *Comment ne pas faire le parallèle avec l'aéroport inutile de Notre-Dame-des-Landes ? Tous les ingrédients sont en effet réunis : inutilité du projet, initiatives paysannes, mobilisation citoyenne, foncier détenu par les pouvoirs publics* ».

## SORTIR LES YOURTES DU FLOU JURIDIQUE

Actuellement, aucun texte ne régleme l'installation des yourtes comme habitats permanents, alors qu'elles sont de plus en plus nombreuses sur le territoire. Pour sortir de ce vide juridique causant quelques soucis, un projet de loi sur le logement et l'urbanisme propose de les considérer comme des habitats permanents. Les communes pourront définir des terrains où les yourtes seront autorisées à s'implanter, y compris en dehors des zones constructibles. Pour ne pas impacter les budgets des collectivités locales via la création de nouveaux réseaux d'eau, d'électricité ou d'assainissement, les installations devront être autonomes. Cette réglementation ne précise cependant pas si les yourtes seront soumises à un permis de construire.



Hans Bredow, "Die Welt ist ein großer Tisch", 1911 x 70 cm, Öl auf Holzbock, Leinwand

# PLANTE SACRÉE DEPUIS 5000 ANS

Lors d'un voyage en Amérique latine j'ai découvert une petite feuille qui occupait une place immense au sein des sociétés andines. L'Occidental que je suis compris que la feuille de coca n'est pas du Coca-Cola, et encore moins de la cocaïne.

Par Cogn'acier et Soncoyman

Les peuples précolombiens utilisent la feuille de coca depuis au moins 5.000 ans et la considèrent comme une plante sacrée et dotée d'une symbolique protectrice. Les yatisis, les guérisseurs traditionnels, la placent au cœur de leurs rites. Les étapes majeures de la vie, comme la naissance, le mariage et la mort s'accompagnent toujours d'offrandes et de mastication de feuilles. Le partage de la coca est un signe de fraternité. Elle aide aussi à supporter la faim,

les longues marches en altitude et un travail épuisant. La coca est une composante essentielle de la culture andine.

Ses fonctions nutritive et médicinale ne sont plus à prouver depuis que des recherches effectuées en 1975 à l'université de Harvard ont démontré que la coca est l'un des aliments les plus riches. Les universitaires concluent que 100 gr de feuilles mâchées par jour représentent un apport équilibré en nutriments pour un adulte pendant 24 heures. La mastication n'a aucun effet secondaire indésirable et elle facilite une assimilation plus complète des autres aliments. Contrairement au café, thé, guarana et autres qui puisent dans nos propres ressources, la coca fournit un apport énergétique. Avec un café on se sent éveillé, après cinq, c'est l'épuisement. Ses qualités favorisent l'effort et la respiration et elle augmente le nombre des globules rouges. Nous nous nourrissons d'oxygène et d'aliments, la coca apporte les deux, il n'y a donc pas de fatigue induite par la consommation de coca, ce qui fait de cette feuille le seul stimulant bénéfique pour le corps.

Sa culture adaptée aux zones tropicales en fait un atout pour le développement de la région. Elle peut se récolter quatre fois par an, elle est résistante aux maladies et demande peu d'entretien, car le sol est parfaitement adapté pour elle. Les conquistadors remarquèrent l'ensemble de ses vertus et ne l'interdirent pas, malgré la pression de l'Église catholique qui n'appréciait guère son attribut de plante sacrée. Ils l'utilisèrent pour rémunérer les

millions d'Indiens exploités dans les mines d'argent et le cours de l'argent devint même interdépendant du cours de la coca. Ce n'est qu'à partir du XIXème siècle que les Occidentaux s'approprièrent son utilisation et commencèrent des recherches à son sujet.

## Une révolution pour la médecine chirurgicale

C'est d'abord un chimiste corse du nom d'Angelo Mariani qui, en 1863, créa le vin « Mariani », une macération de feuilles de coca dans du Bordeaux. Ce vin était célèbre dans le monde entier. Du pape au président des États-Unis, en passant par Zola ou la reine Victoria, beaucoup louèrent ses vertus gustatives et tonifiantes. Une vingtaine d'années plus tard, John Pemberton s'inspira de ce vin pour lancer une boisson à base de coca et de noix de kola. Il en retire l'alcool au moment de la prohibition aux États-Unis. Coca-Cola était né. Aujourd'hui le soda ne contient plus de cocaïne non plus, mais la coca est toujours utilisée pour sa saveur. Une firme importe des feuilles de coca pour fournir à Coca-Cola exclusivement de l'extrait de coca sans cocaïne. Cette dernière est vendue à un groupe pharmaceutique.

En 2005, des Indigènes colombiens sortent Coca-Sek, une boisson à base de feuilles de coca. Très vite, Coca-Cola obtient le retrait de son concurrent sous prétexte que la boisson viole la convention de 1961 sur les stupéfiants. Le géant américain se cache derrière le secret de sa



recette et ne confirme pas l'utilisation de feuilles de coca, même si les analyses chimiques prouvent que la formule en contient. Les Indigènes n'ont donc pas le droit de commercialiser une boisson avec leur plante alors que Coca-Cola est le seul à pouvoir utiliser les feuilles de coca légalement dans le domaine agro-alimentaire.

### La coca interdite

La coca a donné naissance à la boisson la plus populaire du monde, mais aussi à une drogue très prisée. La cocaïne est l'un des quatorze alcaloïdes contenus dans la feuille de coca et en représente 2 %, comme la caféine dans le caféier. C'est sur la cocaïne que se sont concentrées les recherches scientifiques. Pour Sigmund Freud, elle stimule le système nerveux. Il l'apprécie tant qu'il sera l'un des premiers consommateurs de cocaïne récréative de l'histoire. Selon lui, elle permettait de lutter efficacement contre les états mélancoliques, les dyspepsies (douleurs gastriques) et les hypochondries. Un

autre scientifique allemand découvrit le pouvoir anesthésiant de la cocaïne. Les médecines chirurgicales en furent alors révolutionnées.

En 1961, la feuille de coca est inscrite sur la liste des stupéfiants et des plantes psychotropes de l'ONU. Dix ans plus tard, l'Organisation des États Américains (OEA) interdit sa culture, sa consommation et son commerce. Comprendons bien que c'est la cocaïne qui est visée en tant que drogue. Or cette substance est

presque entièrement détruite et devient inopérante lors de la mastication traditionnelle. Le problème sanitaire causé par un produit né de la science moderne concerne avant tout le monde occidental, mais c'est en Amérique du Sud que la guerre contre la cocaïne provoque des dégâts. Condamner la coca pour la simple raison qu'elle sert à fabriquer la cocaïne reviendrait à interdire le fer sous prétexte qu'il sert à fabriquer des mines antipersonnel.



## UNE GUERRE CONTRE LA COCAÏNE PLUS STRATÉGIQUE QU'EFFICACE

**Avec la lutte contre la cocaïne, les États-Unis s'assurent une présence politique et commerciale en Amérique du Sud.**

Pour contrer l'augmentation de la consommation mondiale de cocaïne pendant les années 80, les USA décident d'intervenir directement en Amérique latine. Leur raisonnement est le suivant : si les productions nationales de coca bolivienne et péruvienne dépassent la quantité nécessaire à la consommation domestique, c'est que l'excédent alimente le narcotrafic. La méthode : intercepter les avions colombiens qui venaient se ravitailler en feuilles de coca en Équateur ou au Pérou pour les transformer ensuite dans leurs laboratoires. L'idée était d'empêcher les ventes pour provoquer une baisse du prix de la matière première et inciter les paysans à planter autre chose. Au début des années 90 la baisse de la production est significative : 140.000 ha en 1995 au Pérou, contre 35.000 en 2000. Cette baisse est aussi le résultat des démantèlements des cartels colombiens de Medellin et de Cali qui se fournissaient en feuilles de coca au Pérou et en Bolivie. Mais ces résultats ne suffisent pas pour dire que cette guerre est une réussite. Privés de leur source d'approvisionnement, les trafiquants colombiens ont développé les plantations de coca chez eux : 40.000 ha en 1995, 170.000 en 2000.

L'augmentation de la culture de coca en Colombie n'a pas été sans répercussions. Les groupes armés paramilitaires des Farc et des Auto-défenses Unies de Colombie (AUC) se sont développés dans le pays, entraînant avec eux des enlèvements, des meurtres en cascades et le déplacement d'environ deux à trois millions de personnes. Le plan Colombie démarré par les USA en 2000, avec un budget d'un milliard de dollars par an, commença par une vaste campagne de fumigation afin de détruire les cultures de coca. Au prix de graves dommages environnementaux et sanitaires, l'opération divisa de moitié les sur-

faces (80.000 ha en 2006). Pourtant, la production de cocaïne augmenta de 30% pendant cette période en Colombie, car le progrès technologique avait accru la productivité des laboratoires clandestins et permis une hausse de la teneur en principes actifs de la cocaïne. Cette « guerre » menée par les Américains est donc un échec, le marché de la cocaïne étant plus florissant que jamais.

L'intérêt des États-Unis à mener cette guerre est à chercher ailleurs. Penser que les narcotrafiquants et les cocalers (les paysans producteurs de coca) marchent main dans la main est stupide. Du kilo de feuilles acheté au kilo de cocaïne, le prix monte en moyenne de 2.500 % ! Ce ne sont ni les pays andins, ni les paysans qui encaissent les énormes quantités d'argent généré par cette drogue. La guerre de la coca menée par les USA leur assure une position stratégique dans cette zone. Autrefois présents au Panama et en Équateur, il est aujourd'hui crucial pour les États-Unis d'être implantés en Colombie, le dernier rempart américain en Amérique latine. En contrôlant le passage des Caraïbes au Pacifique et l'accès à l'Amérique centrale via la route panaméricaine, la Colombie est un allié précieux pour les États-Unis et, de fait, presque leur seul en Amérique du Sud. Depuis que le Venezuela de Chavez a suspendu en 2008 ses contrats avec la société pétrolière américaine Exxon, la Colombie est aussi devenue l'unique source d'approvisionnement en pétrole dans la région pour les USA. Une autre raison pour laquelle les États-Unis sont présents en Amérique du Sud se cache derrière les besoins des firmes de la « pharmacochimie ». L'accès à la forêt amazonienne, le plus vaste réservoir d'essences végétales au monde, est absolument nécessaire pour la recherche médicale.

# EN BOLIVIE : LA COCA COMME IDENTITÉ

Les liens entre la Bolivie et la coca sont forts et très anciens. Au fil du temps, cette plante est devenue un facteur d'unité des peuples indigènes pendant les luttes sociales. Depuis son élection en 2005, Evo Morales tente de la faire légaliser par la communauté internationale pour pouvoir la commercialiser.



*biodiversité de la Bolivie et comme facteur de cohésion sociale* ». Lors d'un passage remarqué à la Commission des stupéfiants de l'ONU en 2009, le président bolivien montre et mâche une feuille de coca devant l'assistance. « Si c'est une drogue, alors vous devez me mettre en prison », dit-il devant l'assemblée. « La feuille de coca n'est pas de la cocaïne, elle n'est pas nocive pour la santé, elle n'engendre pas de perturbations psychiques ni de dépendance. En tant que producteur et président j'ai des responsabilités, je dois défendre une identité. La feuille de coca a quelque chose de sacré », ajoute-t-il.

Il en profite aussi pour demander le retrait des feuilles de coca de la liste des stupéfiants et l'ajout de la pâte de cocaïne, qui ne fait selon lui pas partie de la liste des substances interdites. Il obtient l'ouverture d'un processus d'amendement de la convention sur les stupéfiants. Au-delà de l'aspect symbolique en tant que marque de respect des droits indigènes, cette reconnaissance serait aussi un facteur de développement économique pour la Bolivie, qui reste encore un des pays les plus pauvres de l'Amérique du Sud. Le gouvernement bolivien souhaite en effet exporter la coca sous plusieurs formes : infusion, farine, cosmétique, engrais et nutriments pour l'homme et le bétail.

La Bolivie compte près de 20.000 ha de cultures légales entre le Yungas et le Chapare. Les quatre récoltes annuelles possibles avec la coca font vivre de nombreuses familles. Pour ne pas être considérés comme des narcotrafiants, les cocaleros ont soigneusement encadré leur activité. La limite d'une production est fixée à un cato, soit 1.600 m<sup>2</sup>. Les récoltes excédentaires sont détruites, chaque syndicat s'autogère dans la production et la destruction. Pour pouvoir vendre leurs feuilles en toute légalité dans le pays, les cocaleros doivent passer par une association de producteurs de

« *Leskawsactun coca y wanuchun yanquis* » (vive la coca, mort aux Yankees). Ce slogan a accompagné les manifestations des peuples indigènes en Bolivie et témoigne de la volonté du peuple de se réapproprier ses richesses. En effet, depuis le XV<sup>ème</sup> siècle, l'exploitation des ressources naturelles du pays (métal, gaz et minerais) n'a jamais profité aux Indigènes. À l'époque, le Royaume d'Espagne avait pillé les mines d'argent de Potosi. Dans les années 1980, les privatisations du secteur des mines et du gaz au profit d'entreprises étrangères mettent 40.000 ouvriers au chômage sans aucune indemnité.

Dans le même temps, les éradications de champs de coca touchent de plus en plus de paysans. Seule une minorité corrompue s'enrichit avec le narcotrafic. Sous l'injonction du FMI et de la Banque mondiale, les gouvernements successifs s'efforcent de rembourser la dette extérieure, asphyxiant le pays par la hausse des prix. Si l'on considère le vol des richesses indigènes depuis cinq

siècles, c'est bien aux Américains et aux autres colonisateurs de leur payer une dette, et non l'inverse. Des manifestations violentes éclatent, d'abord menées par les mineurs. Dès 1989, les Marches pour le Territoire et la Dignité convergent vers La Paz. Elles ont pour revendication la souveraineté et l'autonomie des peuples indigènes, le respect de leur droit à la terre et la défense de leurs traditions. La coca s'érige alors en symbole et, après les mineurs, ce sont les cocaleros (les paysans producteurs de coca) qui se retrouvent au cœur du mouvement.

## La coca dans la constitution et à l'ONU

Les mouvements sociaux s'atténuent en 2005. Pour la première fois, un Indigène est élu président de la République. Lorsqu'il accède au pouvoir, Evo Morales est toujours à la tête d'un syndicat de cocaleros. La nouvelle constitution consacre la feuille de coca comme « *patrimoine culturel, ressource naturelle renouvelable de la*

coca qui assure une traçabilité. L'exportation des produits issus de la coca permettrait de renforcer ce système qui contribue à détourner les producteurs des narcotrafiquants.

En parallèle du développement d'une filière légale de transformation de la coca, la Bolivie mène aussi une lutte contre la cocaïne. Pour atteindre leurs objectifs, les Boliviens visent les produits adjuvants servant à fabriquer la cocaïne. L'import de produits chimiques comme l'éther, l'acide, l'acétone, l'ammoniaque sont sévèrement contrôlés, voire interdits. La Bolivie a détruit 6.500 ha de champs illégaux en 2009, investi cinq millions de dollars dans le programme « Coca yes, cocaïne no » et vingt millions de dollars directement contre le narcotrafic. Cette politique de lutte contre le trafic est plus efficace que celle de la DEA (agence américaine antidrogue) qui sanctionne aussi bien les cultivateurs de coca que les producteurs de cocaïne ou les consommateurs, mais qui ne s'attaque ni aux banques qui blanchissent l'argent, ni aux fabriques de précurseurs.

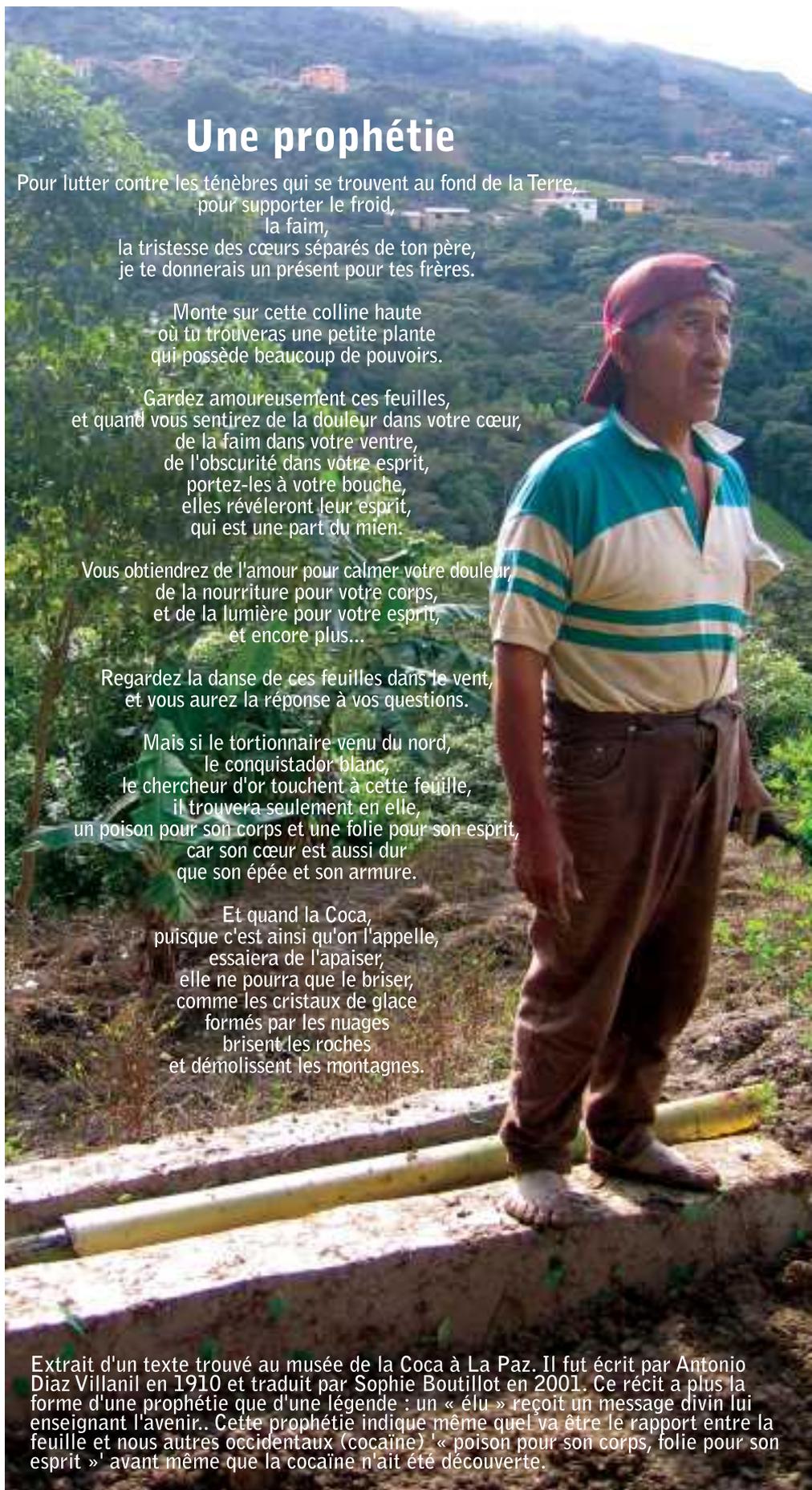
### Un début de reconnaissance

Cependant, la corruption n'a pas complètement disparu. Quelques hauts fonctionnaires ont été impliqués dans le trafic de drogue. À plusieurs reprises, l'organisation internationale du contrôle des stupéfiants a demandé au président de consacrer plus de moyens contre la culture de la coca. En retour, les pays d'Amérique latine ont demandé aux États-Unis de surveiller leurs banques, là où se trouve l'argent du narcotrafic. En Bolivie, un kilo de cocaïne coûte environ 6.000 dollars, aux États-Unis la même quantité coûtera entre 70.000 et 140.000, sans compter les bénéfices liés aux produits de coupe.

Un pas a été franchi en janvier 2013 quand la Convention sur les stupéfiants a adopté une résolution qui dépénalise la pratique de la mastication ancestrale de la feuille de coca. Les consommateurs ne sont donc plus considérés comme des délinquants au regard du droit international. Mais les feuilles de coca figurent toujours sur la liste des substances contrôlées et il reste interdit d'exporter la coca. Les Boliviens continuent de payer le prix d'une consommation de cocaïne complètement étrangère à la culture des peuples andins.

**Textes et photos :  
Cogn'acier et Soncoyman**

*Photo Evo Morales : Daniel Caballero*



## Une prophétie

Pour lutter contre les ténèbres qui se trouvent au fond de la Terre,  
pour supporter le froid,  
la faim,  
la tristesse des cœurs séparés de ton père,  
je te donnerais un présent pour tes frères.

Monte sur cette colline haute  
où tu trouveras une petite plante  
qui possède beaucoup de pouvoirs.

Gardez amoureusement ces feuilles,  
et quand vous sentirez de la douleur dans votre cœur,  
de la faim dans votre ventre,  
de l'obscurité dans votre esprit,  
portez-les à votre bouche,  
elles révéleront leur esprit,  
qui est une part du mien.

Vous obtiendrez de l'amour pour calmer votre douleur,  
de la nourriture pour votre corps,  
et de la lumière pour votre esprit,  
et encore plus...

Regardez la danse de ces feuilles dans le vent,  
et vous aurez la réponse à vos questions.

Mais si le tortionnaire venu du nord,  
le conquistador blanc,  
le chercheur d'or touchent à cette feuille,  
il trouvera seulement en elle,  
un poison pour son corps et une folie pour son esprit,  
car son cœur est aussi dur  
que son épée et son armure.

Et quand la Coca,  
puisque c'est ainsi qu'on l'appelle,  
essaiera de l'apaiser,  
elle ne pourra que le briser,  
comme les cristaux de glace  
formés par les nuages  
brisent les roches  
et démolissent les montagnes.

Extrait d'un texte trouvé au musée de la Coca à La Paz. Il fut écrit par Antonio Diaz Villanil en 1910 et traduit par Sophie Boutillot en 2001. Ce récit a plus la forme d'une prophétie que d'une légende : un « élu » reçoit un message divin lui enseignant l'avenir. Cette prophétie indique même quel va être le rapport entre la feuille et nous autres occidentaux (cocaïne) : « poison pour son corps, folie pour son esprit » avant même que la cocaïne n'ait été découverte.

# QUI PEUT ROULER À L'HUILE DE FRITURE ?

**Utiliser les huiles alimentaires usagées comme carburant présente des avantages environnementaux et sociaux. Pourtant, ceux qui tentent l'aventure se heurtent souvent au refus des autorités. Ces dernières n'autorisent à rouler à 100% d'huile que les agriculteurs et... le transporteur de McDonald's !**

Le code des douanes est clair. Les huiles alimentaires usagées (HAU), comme les huiles végétales pures (HVP), ne figurent pas sur la liste des carburants autorisés en France. Il est donc interdit de rouler à l'huile, même si dans les faits, on ne risque pas grand-chose car une directive européenne reconnaît ce droit depuis 2003. Mais dans ce flou juridique, il existe quelques exceptions à la législation française. Les agriculteurs ont le droit d'utiliser dans leurs tracteurs de l'HVP à condition qu'ils aient produit les plantes dont l'huile est issue. Le B30 (30 % d'HVP dans le diesel) est autorisé pour les entreprises et les collectivités qui disposent d'une flotte captive (approvisionnée avec une cuve dédiée) et qui ont passé un contrat avec un distributeur de carburant. Mais surprise, au fil des recherches, il est apparu qu'une seule entreprise, Martin Brower, pouvait légalement faire fonctionner une partie de ses camions avec un carburant sans gazole, provenant à 100% d'huiles alimentaires usagées. La Direction Générale du Climat et de l'Énergie (DGEC) le confirme, « *c'est la seule dérogation autorisant l'utilisation du B100* ». L'heureux bénéficiaire est l'entreprise qui livre tous les McDonald's de France.

La chaîne de fast-food est certes bien placée pour récupérer de l'huile de friture usagée, mais il est dommage qu'elle soit la seule à en profiter. Le gisement national des huiles des industries agroalimentaires et de la restauration est estimé entre 100.000 et 150.000 tonnes par l'Ademe, « *dont seulement 20 % seraient collectés chaque année, le reste allant dans les réseaux d'assainissement* », peut-on lire dans un rapport de l'agence daté de 2007. Faute d'une filière de collecte efficace, de nombreux restaurateurs préfèrent jeter leurs huiles usagées directement dans l'évier. C'est facile, mais polluant et cher. Un litre d'huile recouvre 1.000 m<sup>2</sup> d'eau et endommage les canalisations. Sur l'île d'Oléron, le débouchage des égouts coû-



Filtration artisanale d'huile de friture avec de vieux bidons, un drap et un filtre à café.

rait ainsi 10.000 € par an aux contribuables. Désormais, il ne coûte plus rien, grâce à une association qui s'est lancée dans le recyclage de l'huile en biodiesel. Car oui, « *tout le monde peut rouler avec un déchet qui, en plus, n'encombrera plus les poubelles ni les égouts* », assure Romain, de l'association Roule Ma Frite 17 (RMF17), qui a collecté 22.000 litres d'huile l'an passé et en a transformé 18.000 litres en carburant.

## Refus pour la navette sociale

Entre 2009 et 2011, RMF17 fournissait de l'huile décantée et filtrée au petit train touristique de l'île, qui carburait avec un mélange de 30 % de HAU et 70 % de fioul. Une belle opération écologique qui a permis de fédérer les pouvoirs publics, les collectivités et les restaurateurs. Forte de ce succès, RMF17 souhaite aller plus loin et annonce en 2012 le projet d'une navette sociale « La Barquette », qui pourrait rouler au B100. Dans un courrier adressé aux ministères concernés, la préfète de Charente-Maritime défend cette expérimentation et indique que « *la mise en place de ce "taxi social" permettrait de favoriser le transport collectif des demandeurs d'emploi pour se rendre à l'antenne*

*de Pôle Emploi et aux personnes âgées et bénéficiaires des CCAS (Centre Communal d'Action Social) isolés de se déplacer* ». Voilà donc une belle idée soutenue par des acteurs très divers. Mais la transformation d'un déchet en source d'énergie n'est, semble-t-il, pas toujours du goût des plus hautes instances de l'État. La DGEC et les Douanes n'ont pas accordé de dérogation pour « La Barquette ». Ces mêmes services avaient pourtant validé l'expérimentation sur le petit train quatre ans plus tôt.

Le refus est justifié par des raisons administratives, douanières et fiscales. La DGEC ajoute qu'elle n'est « *pas favorable à l'utilisation d'HAU dans un véhicule particulier effectuant du transport de personnes* ». La lettre de refus indique également que si une exonération de la TICPE était accordée (43 centimes d'euros/litre de gazole, anciennement TIPP), « *cela créerait une situation de concurrence déloyale, notamment vis-à-vis des taxis professionnels de l'île d'Oléron* », bien que les publics visés ne soient pas exactement les mêmes et que les taxis bénéficient déjà d'une réduction de la TICPE. Pour un membre de RMF17, « *le déni, une mauvaise volonté*

et un système administratif figé » expliquent ce refus. Difficile de ne pas leur donner raison ; la DGEC indique que les études « n'ont pas démontré de bénéfice environnemental (qualité de l'air) significatif de l'usage des huiles comme carburant de substitution », alors que plusieurs, dont celle de l'Ademe, affirment le contraire.

Un laboratoire indépendant a ainsi mesuré les rejets atmosphériques du petit train de l'île d'Oléron (1). Les conclusions démontrent que les émissions de gaz sont beaucoup moins importantes quand des HAU sont incorporées au carburant classique. Un mélange à 30 % de HAU permet « une diminution très significative » des émissions de monoxyde de carbone, d'oxyde d'azote, de CO<sub>2</sub> et de méthane à la sortie du pot d'échappement. De plus, le CO<sub>2</sub> dégagé par la combustion ayant été absorbé par la plante oléagineuse durant sa croissance, il n'y a pas d'augmentation de l'effet de serre, contrairement à la combustion d'énergie fossile qui recrache dans l'atmosphère du CO<sub>2</sub> emprisonné sous terre pendant des millions d'années. Enfin, le bénéfice écologique est encore augmenté, car il ne faut pas oublier qu'il s'agit de déchets auxquels on a assigné une nouvelle vie.

Sans forcément le savoir, les automobilistes consomment déjà du biocarburant. Selon la DGEC, le taux d'incorporation des biocarburants dans les carburants routiers était de 6,84 % en 2011, sous forme d'éthanol pour l'essence ou de biodiesel. Ce dernier serait incorporé à hauteur de 5 % dans le diesel vendu en

station-service. Ces deux carburants sont très majoritairement produits à partir de matières premières agricoles (essentiellement le colza), dans le but de réduire la dépendance énergétique de la France aux carburants d'origine fossile. Tant pour la concurrence entre cultures énergétiques et alimentaires que pour la déforestation engendrée dans d'autres pays, ce choix pose des problèmes, surtout que de fortes quantités de produits chimiques sont utilisées pour la croissance des plantes destinées à produire du carburant. Il ne faut donc pas confondre les agro-carburants avec le biodiesel issu du recyclage des huiles alimentaires.

## 91 % de CO<sub>2</sub> en moins

Pour utiliser les HAU comme carburant, deux techniques sont possibles, l'une artisanale, l'autre industrielle. La première implique un réseau de collecte et de distribution en circuit court, et peut être mise en place très facilement (voir ci-dessous). Pour la deuxième, des grands groupes comme Veolia se chargent de transformer les HAU en ester méthylique d'huile alimentaire usagée (EMHAU). Dans son rapport de 2010 sur les biocarburants (2), l'Ademe estime qu'une voiture équipée pour rouler à 100 % avec de l'EMHAU permet de baisser l'utilisation d'énergie primaire non renouvelable de 81 % et les émissions de CO<sub>2</sub> de 91 % par rapport à une alimentation en gazole. La fabrication d'EMHAU est obtenue par une opération dite de transestérification avec du méthanol et d'autres produits qui facilitent la réaction.

« Veolia travaille avec Total, ils utilisent à fond la chimie et appellent ça du biodiesel. C'est du greenwashing », critique un membre de RMF17. Si l'EMHAU émet moins de poussières que les HAU simplement filtrées, il engendre des émissions plus importantes d'oxydes d'azote et de monoxyde de carbone. Le procédé même de fabrication est polluant et centralisé, ce qui implique de longs transports en camions et d'immenses infrastructures.

Il n'est pas question de faire fonctionner l'ensemble du parc automobile avec les HAU, cela serait impossible, même avec des HVP. Mais le stock d'huile usagée disponible devrait être valorisé localement, sans passer par les multinationales. Pour RMF17, « l'huile est un outil social au service de la mobilité ». L'interdiction de « La Barquette » n'a pas freiné l'ambition des « huileux ». Melvin est en train de monter une antenne de RMF pour récupérer l'huile de friture à Saintes. « Plus on sera présent et plus on aura de poids pour engager un débat ». Certains s'organisent eux-mêmes pour rouler moins cher et plus écolo. Dans le sud, Jules récolte de l'huile auprès de restaurateurs, « des tournées de 200 litres par semaine », assure-t-il. De quoi alimenter un véhicule, un tracteur et un camion de livraison sans problèmes.

**Zor**

(1) Comparatif à l'échelle locale des technologies de revalorisation des huiles de friture usagées comme adjuvants de carburants ; Valagro, avril 2011

(2) Analyses de Cycle de vie appliquées aux biocarburants de première génération consommés en France ; Ademe, février 2010

## En pratique

### Que dit la loi ?

- Rouler à l'huile n'est pas autorisé en France mais une directive européenne le permet.

Seuls les douaniers peuvent contrôler mais ils ne le font que très rarement.

- Si jamais cela arrive, il est conseillé de ne pas payer l'amende forfaitaire (150 €) ni les taxes supplémentaires et attendre une convocation au tribunal. Les douanes perdent systématiquement le procès devant la Cour de justice européenne.

### Comment préparer son huile ?

- Trouvez de l'huile de friture usagée et la laissez décanter une à deux semaines dans des bidons. Percez le fond de deux poubelles avec des petits trous. Munissez-vous d'un filtre grossier, un drap par exemple, et d'un filtre fin, qui peut être un tissu spécial ou un filtre à café (qui filtre à 5 microns, comme les filtres gazoil).

- C'est une filtration par gravitation. Il faut monter les trois poubelles les unes sur les autres (celles qui sont percées au-dessus) et fixer les filtres entre les poubelles, le filtre grossier en haut. L'huile qui tombe au fond de la dernière poubelle est prête à être utilisée.

- La qualité de la filtration déterminera la qualité de l'huile. Une huile mal filtrée peut endommager la pompe à injection et encrasser le filtre à gazoil.

### Pour quels véhicules ?

- Tous les anciens véhicules diesel sont capables de tourner avec 30 % d'huile alimentaire usagée dans le réservoir en été et 15 % en hiver. Après quelques modifications, même les modèles récents seront capables de carburer à 100 % d'huile de friture.

- Sans modification, les moteurs à injection indirecte disposant d'une pompe à injection de marque Bosh peuvent monter jusqu'à 70 % en été et 30 % en hiver.

Avec les pompes de type Lucas ou Delphi, il est conseillé de ne pas dépasser 10 % en hiver et 30 % en été.

- Installer un réchauffeur avant la pompe à injection permet de fluidifier l'huile donc d'augmenter le pourcentage incorporé. Pour rouler à 100 %, il faut installer un kit de double carburation (huile et gazoil).

# PREMIÈRES HEURES À KASSERINE

Kasserine a été l'un des fers de lance de la révolution tunisienne et ses habitants ont payé un lourd tribut. Plus de cinquante personnes sont mortes en janvier 2011. En février 2012, lors de l'écriture de ce reportage, rien n'avait vraiment changé et la région est encore aujourd'hui une des plus pauvres du pays.



Anouar m'a hébergé quelques jours chez lui à Kasserine. Dans son quartier, un des plus pauvres de la ville, le manque d'infrastructures est flagrant.

Kasserine, cinq heures de bus au sud de Tunis, pas très loin de l'Algérie, presque 80.000 habitants et un des bastions de la révolution tunisienne. C'est peut-être à cause d'une discussion politique animée, comme il y en a tant ici depuis un an, que je me réveille encore. J'aperçois cette fois la borne indiquant Kasserine, plus que vingt-deux kilomètres. Le car s'arrête moins de cinq minutes plus tard, en panne à la nuit tombée. Kasserine n'est pas une ville sûre et je n'ai nulle part où aller, je ne sais même pas s'il y a des auberges ou des hôtels. A Tunis, on m'a souvent déconseillé d'y aller. La police se fait rare ici depuis la révolution. Braquages, vols et agressions sont fréquents dans cette région laissée à l'abandon depuis longtemps par le pouvoir.

Sur le bord de la route, plusieurs personnes impatientes de rentrer tentent d'arrêter des voitures. Certains parviennent à leurs fins en montant à bord de l'un des deux taxis qui passaient par là. Je décide de rester, d'attendre en espérant que la chance me sourie. On me demande une clope, je la donne bien volontiers et la conversation s'engage. Le fumeur s'appelle Anouar et ne comprend vraiment pas ce que je viens faire ici. Il me répète lui aussi que c'est dangereux et qu'il n'y a rien à voir et rien à faire à Kasserine. Il est kasserinois, mais lui-même ne se sent

pas en sécurité dans sa ville une fois le soleil couché. Quand il me glisse qu'il peut éventuellement m'héberger, je n'hésite pas une seconde et lui dit que ce serait vraiment très aimable de sa part. Je lui explique que je voyage, que je veux découvrir comment les choses se passent ici, que je suis venu pour voir une autre Tunisie. Celle des pauvres et des laissés pour compte. Celle qui a commencé la révolution.

## Au fond de la mer

Un bus de remplacement arrive. Peut-être trois quarts d'heure ou une heure après la panne du premier. C'est reparti. Nous bavardons difficilement avec Anouar. Je ne parle presque pas arabe, lui se débrouille en français. Il me raconte sa dangereuse traversée jusqu'à Lampedusa, l'île italienne qui voit débarquer nombres d'immigrés clandestins. Il a « vu la mort » dans ce bateau en bois qui prenait l'eau en tanguant dangereusement. Arrivé malgré tout à bon port, il est resté un mois en Italie, puis deux semaines en France, son rêve. Un contrôle de billets dans un train suivi d'un contrôle d'identité et c'est le retour en Tunisie. Son premier échec et les nombreuses histoires de Tunisiens « restés au fond de la mer » ne le découragent pas, il garde toujours l'espoir de quitter un jour cette misère. La révolution ne l'a

pas rempli d'espérances. Il était aux premières loges quand elle a éclaté ici. Il m'assure qu'il a reçu une balle dans le pied, qu'il a dû ramper pour se mettre à l'abri. Kasserine a été la ville la plus touchée par la répression. Elle compte des dizaines de martyrs. Anouar a perdu des amis ces jours-là. S'il a fait la révolution ici, c'est parce qu'il n'y a aucun débouché pour la jeunesse.

### Routes défoncées

Arrivés à la gare routière, il m'invite à le suivre et nous prenons un taxi pour rejoindre son quartier. Je ne suis pas encore tout à fait rassuré. Nous traversons une voie de chemin de fer, de grands terrains vagues, des quartiers de maisons pas finies d'être construites. Il n'y a absolument personne dehors. Seuls les phares, et quelques rares lampadaires, éclairent l'obscurité et la route complètement défoncée. Nous arrivons devant une vieille Mercedes. « Celle de mon père » dit-il fièrement. Toutes les autres voitures stationnées que j'avais aperçues depuis les vitres du taxi étaient complètement désossées. Celle-là avait l'air de rouler.

Anouar a 26 ans, il vit avec sa femme, sa fille de sept mois et son père. La famille m'accueille chaleureusement et commence à servir à manger. Anouar me montre spontanément sa blessure et son certificat médical. La balle a traversé son pied, juste au-dessus du talon. Il a eu de la chance. Sur le document, le médecin précise qu'aucune fracture n'a été constatée. Je m'étonnais quand même de ne pas le voir boiter, j'ai maintenant entièrement confiance. Après le repas, le père décide de nous emmener prendre un café. Il veut me montrer à quoi ressemble la ville. Lui aussi ne comprend pas trop ce que je viens faire ici. Nous



montons tous les trois dans la Mercedes 200 D beige. Bientôt 260.000 km au compteur, une boîte de vitesse hasardeuse et la vitre avant-droite manquante, tout baigne. Ils m'indiquent le centre-ville, c'est une rue assez large, sinistre et dépourvue d'animations. Dans la pénombre, le square des martyrs de la révolution est tout aussi glauque. Plus loin, les anneaux olympiques censés décorer le stade sont si ternes qu'ils réussissent à rendre l'ensemble encore plus laid. Non, il n'y a rien à voir à Kasserine. Nous buvons notre café, mangeons des cacahuètes et rentrons.

Au réveil, je pars avec Anouar, qui conduit tant bien que mal la Mercedes. Kasserine n'est guère plus joyeuse de jour. Il y a quand même pas mal de monde et plus de voitures roulantes que d'épaves. Nous rendons visite à quelques membres de sa famille, puis retournons en ville prendre un café. On retrouve son père qui reprend la voiture pour aller je ne sais trop où. Sûrement dans un autre

café pour rencontrer des amis ou remplir le réservoir avec un peu d'essence de contrebande venue d'Algérie. Nous faisons le tour du souk bondé, on prend un sandwich et un cocktail banane-orange. Il veut m'emmener au local de l'association des diplômés-chômeurs. Sur place, nous visionnons les vidéos sanglantes de la répression policière pendant la révolution. Le seul pouvoir qui est concédé à l'association consiste à enregistrer les besoins en personnels de l'usine



de cellulose, le principal employeur de la ville. Elle informe ensuite les jeunes sur les modalités du concours, mais il n'y a pas beaucoup de places. Aujourd'hui, Anouar ne travaille pas, il est intérimaire à mi-temps à l'hôpital et s'occupe de la maintenance. Je crois que son emploi n'est pas déclaré et qu'il est payé par le gouvernorat. Sa femme est magasinnière à l'école des arts et métiers. C'est une chance dans cette région ravagée par le chômage.

On reprend la voiture pour aller dans une maison où je comprends que nous allons assister à une veillée funèbre. C'est un jeune de sa famille qui est mort. Il me dit qu'il a eu un problème avec la police. Il y a beaucoup de monde pour veiller le défunt. Anouar me précise ensuite qu'il était salafiste et qu'il a tenté de ramener des kalachnikovs et des munitions de Libye.

Deux autres hommes qui venaient aussi de Kasserine étaient avec lui. Ils se sont fait repérer et ont abattu plusieurs membres des forces de l'ordre. Deux d'entre eux ont été tués par l'armée vers Sfax, le troisième est blessé. Pour mon hôte, c'est une surprise qu'un « *homme aussi bon* » ait entrepris une telle action.

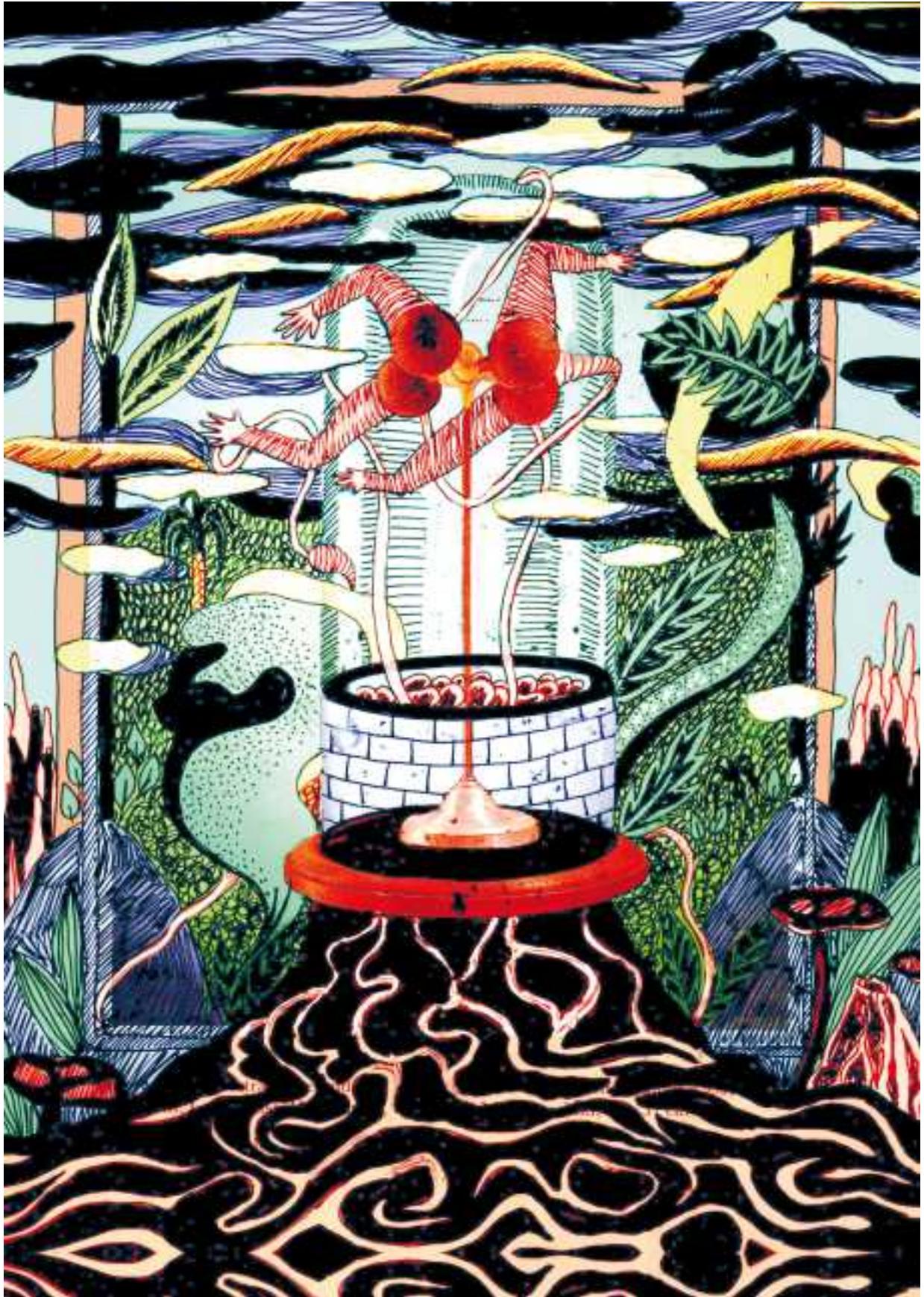
Quelques jours plus tard, je rencontre d'autres jeunes, les basketteurs de la ville. L'ambiance est plus détendue, on traîne dans les cafés avec leur bande de potes. Un soir, nous tournons en ville à la quête d'un snack ouvert. C'est très difficile à 21H30, mais nous finissons quand même par trouver quelque chose. Les cafés sont maintenant fermés. Alors pour passer le temps, on fait le tour du périphérique. « *Il n'y a rien d'autre à faire ici* ».

**Zor**



*De haut en bas et de gauche à droite : Anouar chez lui ; le quartier où il habite ; un après-midi dans un bar.*





# LES SACRIFIÉS

Par Esther Degbe

Il n'y a pas de victoire sans sacrifices. Je ne connais pas bien l'histoire mais il me semble que toutes les luttes, des plus minables aux plus grandioses n'ont abouti que grâce aux sacrifices d'individus. De simples gens qui y croyaient mais dont personne ne se souvient. Je fais partie de ceux-là. J'ai laissé tomber tout ce qui pouvait me rendre heureux pour que vous puissiez dormir en paix. Pour que vous puissiez vous engueuler avec celui ou celle qui ronfle trop fort à côté de vous. Le soir quand je claque des dents à m'en faire tomber la mâchoire sur ma paillasse et que je regrette mes choix je me dis que tout était écrit. Que j'étais né pour préserver cette forêt. Et dans un monde parfait, je commencerais par vous faire le récit de mon amour de la nature. Je vous parlerais de mon désir de lutter pour un monde plus juste et d'autres conneries que racontent les adolescents attardés qui ne lisent pas assez les journaux. Mais on en avait décidé autrement. Ma vie serait un blockbuster tourné avec les moyens d'une production française. Une bonne idée mal réalisée...

C'est ce que je me dirais en me levant le matin, si j'avais le courage de me regarder dans une glace et de m'avouer que je n'ai jamais eu une once de militantisme en moi. Parce que je suis le genre de type même pas foutu de m'indigner devant les programmes téléés pourris qui se foutent de la gueule de l'humanité avec leur histoires de confessions – rédemptions – réconciliations expresses. Pour moi la politique, c'était comme l'orientation sexuelle : certains croyaient avoir le choix mais ce n'était que le résultat d'un déterminisme étrange et mystérieux. Je me laissais voguer au fil des tendances, sans questionnements ni idées : comme un bout de bois pourri au fil de l'eau.

Je suis devenu activiste parce que j'avais envie de niquer. Lydia, un joli cliché de famille bourgeoise décomposée. Une danseuse classique ratée d'1m73, évidemment végétalienne, écolo et contre tout ce qui s'approchait plus ou moins de la droite, du capitalisme, de ce qui pouvait se vendre en supermarché. Elle était aussi contre les conventions sociales parce que selon elle « ça recrée un système de caste invisible. » Lydia était une fille bien et surtout bien proportionnée qui m'avait tendu ce tract un mardi matin alors que j'allais à la fac en traversant le marché. Son truc était à chier : ça représentait un petit bonhomme aux yeux globuleux et injectés de sang, la bouche toute tordue qui formait une vague expression du dégoût et de l'angoisse. « Sauver leurs vies du profit ». Je ne voyais pas trop ce que ça voulait dire mais ça aurait pu être l'illustration d'une annonce du type : « Activiste recherche graphiste de talent. » Elle avait de grands yeux verts et l'air naïf. « Tu te rends compte de toutes les vies qu'ils vont détruire si on ne fait rien. » Moi j'avais incliné la tête sur la gauche en la fixant l'air de lui dire « C'est vrai ça je devrais faire quelque chose, c'est inadmissible cette connerie de truc. » Je prenais souvent cet air lorsque je tombais sur une de ces filles qui comptaient sauver le monde en se nourrissant de pousses d'herbe et de soja, ce qui à mes yeux était à peu près la même chose. Elles étaient très minces et je trouvais ça particulièrement attirant.

Je détestais me poser des questions remettant en cause l'impact des médias sur mon goût pour les femmes et ma libido. Et le rouge à lèvres écarlate signé par une maison de haute couture de Lydia était là pour poser les limites en attirant mon attention. Sa chevelure infinie et rousse m'apparaissait comme un argument supplémentaire.

J'écoutais son interminable tribune en faisant mine de ne pas inspecter ses proportions. Je suis rentré chez moi. J'ai mis deux trois trucs dans un sac et je l'ai suivie sur un site que je croyais être celui de Notre-Dame-des-Landes. C'était juste une forêt. Un truc plein de bois, de vert, d'écorces et d'insectes répugnants qu'on menaçait de raser pour réaliser une sorte de complexe commercialo-futuriste dans lequel je me serais rué s'il n'y avait pas eu Lydia.

On a pris un minibus conduit par un type également roux, aux cheveux longs et sales qui se faisait appeler Poly. J'ai pensé que ça référait à un usage de drogues fréquent et excessif mais en discutant un peu avec lui, je me rendais compte que Poly était lui aussi antitout... Il avait quand même une sacrée dégaine de violeur de poules. Les autres étaient tous un peu les mêmes, pantalon thaï et air déterminé : « on n'allait pas se laisser faire. » Lydia me souriait, elle avait l'air paisible et c'était rassurant. J'avais toujours méprisé les activistes. Quelle surprise de les voir si organisés et travailleurs alors que j'imaginai me retrouver face à des esprits sous-développés et bornés qui passent leur temps à fumer des pétards en écoutant Bob Marley.

Grâce aux cabanes dans les arbres et autres travaux qui occupaient la majeure partie de nos journées, j'ai fini par tisser de sacrés liens avec Lydia et Poly qui m'en apprenaient chaque jour un peu plus sur la vie altermondialiste. Un soir j'ai pris sa main sous la tente. Pas celle de Poly, mais celle de Lydia. J'y allais par petites touches, comme un impressionniste. Elle finirait bien par s'habituer à moi. Un matin elle se leverait et me trouverait indispensable. Je n'étais pas certain qu'on s'aime infiniment mais on baiserait souvent, c'était sûr.

Le jour d'après, notre camp subissait une violente descente de CRS. Imaginez, 200 Robocop qui vous chargent avec une puissance de feu de Dieu. Des mecs élevés comme du bétail et parqués dans des boîtes de métal... attendant les ordres. Poly disait qu'ils nous encerblaient progressivement depuis une semaine. On était 500 mais on n'a rien pu faire contre l'expression de la rage primaire et sans merci de ces types aux cerveaux lessivés de névroses et de galères. Enfin ça me rassurait de penser ça parce qu'il y avait eu 3 morts et 10 blessés graves au moins. On ne pouvait pas frapper à mort en toute conscience, même pour l'Etat. C'est peut-être le seul moment où j'ai cessé de penser à m'enfiler la rouquine. « Pourtant nous étions 500 », je me répétais sans arrêt. « 500, organisés comme une petite milice révolutionnaire »...

A 16h17, le camp entier s'était retrouvé enfumé par les lacrymo. Certains d'entre nous redoutant ce moment à chaque instant portaient un masque à gaz en permanence. Poly faisait partie de ceux-là. Je le voyais s'échapper vers la cime d'un arbre alors que Lydia et moi étions traînés au sol par une tripotée de CRS. Au moins deux par tête dans leurs uniformes d'acier qui faisaient rougir nos peaux. Je sentais mon pantalon de lin se déchirer à force d'être traîné. De la poussière plein les yeux, je ne voyais plus rien, je perdais connaissance petit à petit. Je devais me demander où était Lydia, je devais tellement craindre pour sa vie que je n'aurais senti aucun coup. Le fait est que j'avais la frousse comme jamais. Et que le plus grand danger que j'avais frôlé au cours de mon existence était certainement d'avoir songé à essayer le skate pendant mon adolescence. Je me suis pissé dessus en voyant un type se faire taser.

Je recouvrai mes sens dans un fourgon qui partait pour je ne sais où. Les menottes me sciaient la peau, je puais la pisserie et la transpiration. Et comme pour m'humilier, ils l'avaient mise en face de moi. Lydia qui souffrait sans doute d'un nez cassé mais qui ne s'était pas oubliée comme une gamine de 4 ans, elle. Elle se laissait balloter par les remous du fourgon de CRS, droite, presque fière de pisser le sang, le visage souillé par la terre et les bleus. Pour moi c'était fini. Je ne me la ferai jamais. J'étais le gibier désormais, le sexe faible, le mou du genou, le gros nul, le mec en carton, l'ennui sur pattes.

On n'est pas restés longtemps au centre de détention. Bien moins longtemps que je ne l'aurais imaginé. Ils ont tout de suite compris qu'on n'était pas du genre à aller péter les cathéters du réseau SNCF pour nous faire entendre. Enfin, surtout moi. Lydia, elle, leur a tout fait. Les menaces, les cris, la fausse crise d'épilepsie. Enfin, c'est ce qu'elle me racontait et je ne savais pas s'il fallait la croire. C'était comme si son nez pété avait révélé une fêlure logée au fond de son cerveau merveilleusement enveloppé. C'étaient peut-être les cernes noirs sous ses yeux, le sang, le nez qui bougeait de manière sinistre lorsqu'elle respirait un peu fort et aussi peut-être sa maigreur accentuée par cette semaine passée à se nourrir de boîtes dégueulasses à peine réchauffées mais ... elle avait une gueule de dégénérée. L'expression de ceux qu'on vient juste de faire interner, toujours sonnés par la violence qu'ils viennent de subir afin d'être maîtrisés. Ses grands yeux verts me pétrifiaient.

- « Faut que je trouve le connard qui a fait ça, le connard qui nous a balancés. » C'est le premier truc qu'elle a dit après m'avoir fixé pendant une bonne minute sans rien dire. « On a été balancés ». Putain de leitmotiv qu'elle n'arrêtait pas de répéter à la fin de chaque monologue accusateur contre un membre du camp.

- « Comment ils ont pu savoir pour la faille ?

- Quelle faille ?

- La faille de 16H15 à l'est du camp ! Ce moment où il n'y a personne pour surveiller ! »

Je débarquais complètement. Elle s'en rendait compte petit à petit. Ça l'indignait profondément. « Putain, Pierre, les RG ont dû nous infiltrer d'une manière ou d'une autre. Mais qui putain ? Putain qui ? » Je n'avais aucune envie de répondre à cette question. J'avais envie de dormir. Mon travail d'approche partait en fumée, comme annihilé par les fumigènes et les cris des militants. Je devrai tout reprendre à zéro avec Lydia. Ça me décourageait. D'autant plus qu'elle prenait conscience que j'étais bidon jusqu'à la moelle. Je m'étais bien fait démonter la gueule et je commençais à me demander si cette fille valait vraiment la peine qu'on passe par la case prison.

A l'hôpital, ils m'ont dit qu'elle avait été choquée par la puissance de l'agression. C'était sa manière à elle de se pisser dessus. Ça me rassurait un peu. Pour moi c'était déjà passé. Mais pour elle c'était encore là, toujours perturbée la petite. J'avais peut-être encore mes chances. Ils lui ont rafistolé son petit nez et on est retournés au camp. La tension était plus tendue. La puissance étatique nous assiégeait. On partageait le territoire avec eux. C'était à qui céderait le premier.

Quant à moi j'étais revenu avec elle, mais je repartais à zéro. Comme si la nuit de la tente n'avait pas eu lieu. Lydia était obsédée par le mouchard, celui qui nous avait balancés. Elle avait commencé à parler à tous ceux qu'elle savait protégés par un masque à gaz. C'était logique. Je jouais l'intéressé en menant les interrogatoires de front. J'étais le bon flic, et elle le mauvais qui voulait péter le nez à tous ceux qui ne répondaient pas assez précisément ou assez vite. Jamais je n'aurais pensé qu'une petite bagarre puisse faire autant de dégâts psychologiques. C'était à peine si elle dormait. Je l'entendais susurrer comme en transe la nuit, avant de tomber de fatigue. Elle maugréait

des noms, éructait des insultes. Elle se foutait de la forêt, elle voulait juste se venger. Et à défaut de pouvoir cramer tous les fourgons de CRS de France, elle irait à la source : la balance.

Elle atteignait tous les jours un nouveau stade de la folie furieuse. Trois semaines après ce qu'elle appelait la Rafle, notre campement s'était vidé de la moitié de ses activistes. Seul le soleil rendait cette vie de marginal supportable. Sous la tente, la chaleur nous réveillait sur les coups de huit heures du mat. Elle me caressait comme si elle voulait que je lui appartienne. C'était bien la première fois qu'on me touchait comme ça. Ces mains qui me parcouraient avec une envie si intense et violente que j'avais l'impression qu'elle m'empoignait. Elle m'embrassait avant de fuir à l'extérieur. Les oiseaux piaillaient audessus de ma tête, me ramenaient à la réalité. Je me demandais ce que je faisais là avec cette fille à moitié cinglée. Un mois que je n'avais pas été en cours, que je ne savais pas ce qui se passait en dehors de ce plateau maudit, que je n'avais plus maté la télé. Je devais bien être amoureux pour me laisser bleuir les couilles comme ça. Je la regardais humer l'air frais, se déplacer en sautillant comme une fée. Débile, charmant, j'étais fait. Je restais là. Je pensais que la phase était passée, que tout irait bien. Et que cette histoire commencerait enfin. Elle vint vers moi le regard illuminé : « Je sais qui c'est Pierrot, je sais qui est le mouchard ! »

C'était si évident qu'elle n'avait pas pu le deviner tout de suite. Rien de plus suspect qu'un activiste qui n'a jamais fumé de pétard ? Et pourtant. Poly s'était retrouvé traîné hors de sa tente en moins de deux. Comme nous par les CRS. Sauf qu'il avait les yeux encore trop sensibles à la lumière et de la bave séchée au coin de la bouche. A la vue de ses bras parfaits pour illustrer les brochures contre l'anorexie, on était largement en droit de douter de sa capacité à traîner des gaillards de 75 kilos hors de leur lit à bout de bras. Lydia n'avait pas besoin de bras puisqu'elle avait la rage et maintenant qu'il était là, sans défense, à moitié nu, on se sentait débile. C'était écrit sur son visage que c'était une balance. Ce type avait réussi à instaurer un ordre drastique au sein du camp. Il avait organisé les rondes du cordon sécuritaire et créé la faille de 16h15 sans que personne ne s'en rende compte.

Les CRS qui encerclaient le camp, regardaient au loin. Certains avaient l'air amusé. Ils s'imaginaient sans doute que c'était une querelle de couple. Des visages mal réveillés se glissaient hors des tentes. D'autres sortaient mais n'avaient pas l'air de comprendre. Elle était possédée. Elle avait l'air de jouer au foot avec le petit ventre de Poly pendant un moment. Il crachait, il bavait. C'était triste et dégoûtant. Moi je n'avais jamais aimé Poly. Paternaliste à deux balles ! Je ne ressentais pas grand-chose à voir sa crinière de vieux beatnik balayer le sol. Je n'ai pas réagi non plus quand Lydia a sorti son couteau. Je lui filais quelques coups de pieds, négligemment, comme pour venger d'avoir choisi le mauvais jour pour la Rafle, ou de ne pas m'avoir mis dans la confidence. Il devait y avoir quelques avantages à passer de l'autre côté.

Personne n'a rien dit. Sans doute parce qu'elle n'avait pas la gueule d'une nana qui poignarde ses compagnons de van. C'est pourtant ce qu'elle a fait. Elle répétait ce mouvement effroyable sans pouvoir s'arrêter. Ce bras qui fendait l'air pour s'enfoncer dans la rage avec énergie et détermination... J'ai arrêté de compter au 15ème coup. Il était mort. Je l'ai prise par le bras et on a fui... Fallait déguerpir sans laisser de trace. Lydia dégoûlait de sueur. Ses yeux donnaient l'impression de se décoller de leurs orbites respectives. Je ne la reconnaissais pas et je n'avais aucune idée de qui elle était vraiment. Elle n'avait ni le charisme, ni la plastique de ces filles qui vous vampirisent et vous poussent à l'inacceptable en un battement de cils mais j'étais de ceux qui ne savent pas changer d'avis. J'avais entamé un processus qui ne pouvait -selon moi- pas connaître de retour en arrière.

# Le Torche-Cul

Le journal des infos merdiques, écrit par des journalistes qui se font chier - Août 2013 - Prix indexé sur le n° parisien

## DISCRIMINATIONS ANTI-RICHES : RENCONTRE avec Georges-Arnaud

« Si ça continue ainsi, je vais sauter de mon jet privé sans parachute doré. » Georges-Arnaud était excédé quand il m'a dit ceci, cela pouvait se lire sur son visage. Georges-Arnaud se qualifie comme « un bon citoyen », créateur d'emploi et de richesse, joueur de golf à l'occasion.

Georges-Arnaud est membre du Collectif Individualiste et Aisé qui « se bat pour que les plus aisés ne soient pas discriminés ». D'après lui, « hors de Paris et Saint-Tropez, rares sont les villes françaises dans lesquelles nous sommes appréciés » et « personne ne peut se rendre compte de la détresse des plus aisés s'il n'a pas eu un milliard d'euros à sa disposition ». Il était son raisonnement en s'appuyant sur des exemples de la vie courante : « Allez-y pour trouver une place de stationnement pour garer son hélicoptère, c'est dirigé contre nous. » ou encore « il y a des terrains de foot dans toutes les communes mais citez-moi une ville française dans laquelle il y a des terrains de polo. ».

Le Collectif Individualiste et Aisé cherche à influencer le législateur par le lobbying mais Georges-Arnaud, lui, en appelle à des actions violentes. D'après ses dires, il serait prêt à en découdre « à coups de lingots en platine, s'il le faut. »

## SOCIÉTÉ Grève de la grève

Devant les usines Vaselax, les ouvriers sont toujours en grève, un mois après les menaces de fermeture. Ils restent engagés dans un bras de fer avec la direction mais ils ont fait quelques concessions. « Notre priorité restera toujours la sauvegarde de nos emplois et aujourd'hui nous voulons prouver notre bonne volonté vis à vis de nos actionnaires. Nous sommes prêts à réduire notre salaire d'un tiers pour conserver notre poste », affirme un représentant syndical. Problème, après un mois de grève, certains ouvriers se sont désolidarisés du mouvement en déclarant, je cite, « la grève à la grève ». Interloqués par ces hurluberlus qui auraient abandonné l'idée de mener une vie normale et de reprendre un travail, nous nous sommes décidés à les interroger, pour votre plaisir.

**Florilège.** « Depuis un mois, j'ai fait un tas de trucs que je ne faisais plus, je suis de nouveau heureux de me lever ». « Plus jamais j'irai me faire chier à l'usine ». Mais la palme revient sans doute à celui-ci : « J'ai compris que le travail me rendait cinglé ». Espérons que ces idées dangereuses n'essaient pas trop, mais il ne devrait pas y avoir de risques, apparemment ces cons se sont fait bastonner hier soir.

## A LA UNE -

### Les femmes voiliers n'ont pas le vent en poupe

Une douzaine de femmes voiliers s'est faite interpellé par les garde-côtes-de-porc bretons dans la nuit d'hier, au large de l'île Evilaine. Surprises en train de naviguer sur l'eau, ces femmes voiliers n'en seraient pas à leur coup d'essai.

« La loi interdit aux femmes voiliers de naviguer, alors, faut qu'elles arrêtent de faire chier », nous a confié un habitant du centre de la France qui n'a jamais vu la mer. Ces propos illustrent bien la grogne qui s'élève face à ce phénomène, ainsi que la constitution d'un collectif anti femmes-voilier à Clermont-Ferrand. Nous sommes allés à leur rencontre et nous y avons trouvé des personnes modérées comme Carole, 31 ans, qui nous confie : « La loi est la même pour tous alors, il faudrait la respecter. » et d'autres plus radicales comme Gerberin, 48 ans, pour lui « les femmes voiliers, on aime pas ça, qu'elles rentrent dans leur rade ». Nous rappelons que les femmes-voiliers surprises en train de naviguer encouront une peine de prison allant jusqu'à la perpétuité et qu'il y aurait une centaine de femmes-voiliers en France.

## FAITS DIVERS ET AVARIÉS - Un fumeur interpellé

Hier, dans l'après-midi, un dangereux consommateur de cannabis a été placé en garde à vue pour la sécurité publique suite à une enquête minutieuse des services de police. Le flair légendaire de notre maréchassée et une dose de chance ont été nécessaires à l'arrestation de ce jeune homme de 25 ans « et demi », ajoutera le contrevenant dans sa déposition. « On aurait pu ne rien voir », me confiait au téléphone l'inspecteur Teule. En effet, le délinquant s'était posé « comme n'importe qui » au bord d'un cours d'eau et « rien dans son comportement n'indiquait qu'il allait commettre un tel acte. **Soudain, il se mit à coller deux feuilles à rouler ensemble et là, ça a fait tilt, comme si j'avais un flipper dans ma tête.** ». L'inspecteur Teule et son équipe, voyant le jeune homme préparant un collage spécial de fumeur de cannabis, décidèrent d'intervenir afin d'empêcher que l'acte terrible en préparation ne se produise. Les forces de l'ordre ont appliqué à la lettre le plan vigipirate en faisant exploser le collage de feuilles à rouler et en plaçant le délinquant en garde à vue pour 72 heures.

## SPORTS - Caravane interdite

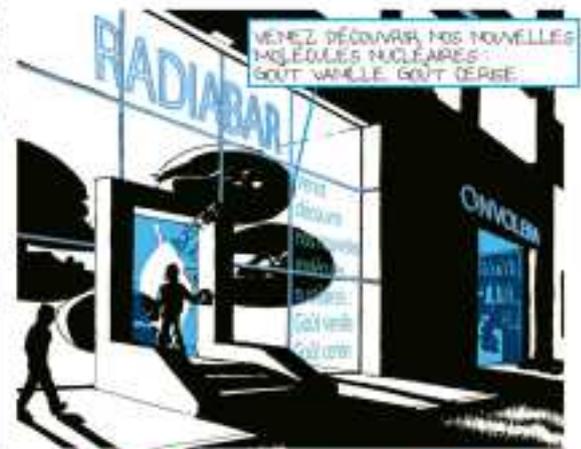
D'après nos informations, la caravane du Tour de France sera désormais interdite. Cette mesure exceptionnelle est justifiée par le fait que **la caravane aurait été infiltrée par les gens du voyage.** On sait que les milices de l'ombre avaient interprété les propos d'un double élu de notre chère République qui pensait que « Hitler n'en avait pas tué assez » comme un message codé pour passer à l'action. La poignée de Roms, de Tziganes et autres gens du voyage qui ont su éviter la mort ou l'exil, aurait trouvé refuge au sein de la caravane du Tour de France. Il y a quelques semaines, nous avions rencontré un Tzigane qui nous le confirmait : « On ne peut plus se déplacer en sécurité aujourd'hui, alors avec quelques autres survivants, on s'est engagé dans la caravane du Tour de France. Il faut être incognito si on veut encore être nomades ». Certains citoyens s'étaient étonnés de voir passer la caravane du Tour de France en plein hiver. Depuis, l'enquête a vite avancé. Une source haut placée dans la police indique que « le problème est réglé ».

## Le courrier des lecteurs

**Luc O. (Flamanville)** - On nous cache tout sur le nucléaire, on nous dit rien. Moi je sais bien que ce qu'il font c'est bien. Des fois on entend des mecs qui se plaignent du nucléaire et tout ça. Y font pas confiance aux mecs qui gèrent ça ou bien ! Dans les centrales y ont tout plein de diplômes, alors allez pas me dire que ce qu'y font c'est pas super, sinon je m'énervé. L'autre jour j'ai vu un mec à la télé, blouse blanche et tout, lui y disait qu'y mettait de l'huile essentielle de je sais plus trop quoi dans les fumées qui ressortent des grosses cheminées. C'est sympa ça non ? Au moins ça parfume... Je suis sûr qu'on nous cache des choses, qu'il a pas tout dit le mec, y cache certains avantages du nucléaire, j'en suis sûr. Y'a une rumeur qui tourne, y paraît que les déchets serviront à inventer d'autres plantes, plus résistantes, plus grosses, tout quoi !! Allez, je vous laisse, toute façon j'm'en fous, ce sera pas pour moi.. J'avais bientôt crever. J'ai chopé une leucémie et un cancer de la thyroïde je sais pas trop comment.

# LE RADIAN DES PERSÉIDES

EN L'AN 302, APRÈS AVOIR ÉPUISÉ TOUTES LES RESSOURCES DE LA TERRE, L'HOMME A COLONISÉ L'ENSEMBLE DE LA GALAXIE. LA GRANDE MAJORITÉ DES ÉQUIPEMENTS FONCTIONNE GRÂCE À L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE, ET LEURS DÉCHETS COMMencent À POSER UN SÉRIeux PROBLÈME.





QUELQUES HEURES PLUS TARD, TZOLINEE ET JOSETTE EN ROUTE POUR LA TERRE.



BASSE JO C'EST ROBERT, ALLEZ BASSE PUTAIN!



MONSIEUR HEVEU-MESY, J'ALLAIS VOUS APPELER!

T'ES ENCORE EN VIE? BONNE NOUVELLE! CA FAIT 2 SEMAINES QU'ON A PAS VU TA TROUCHE A LA REDAC!



OUI JE SUIS SUR UNE ENQUETE

QUELLE ENQUETE? T'AURAS PU PREVENIR!

JE SUIS SUR TERRE, VOUS AVEZ ENTENDU PARLER DU PROJET EDN? ILS VEULENT CONTRUIRE UN SITE DE STOCKAGE DE DECHETS NUCLEAIRES, ILS VONT TRANSFORMER LA TERRE, EN DECHARGE! ON EST OBLIGE DE COURIR, LEVENEMENT, NAN?



ENCORE UN ARTICLE DE GAUCHO GUCH! E-T T'AS BESOIN DE 15 JOURS POUR CA?





CALMEZ-VOUS! SI VOUS ACCUEIL-  
LEZ TOUS LES JOURNALISTES  
COMME ÇA ON NE REGRETE PAS  
D'ÊTRE ENTENDUS!



WILLEM VENS MADER STP!  
ALLEZ FAS GUELQUE DHOSE!

QUELLE BANDE DE  
PRIMATES DES HUMAINS!



ALLEZ LES GARS  
CALMEZ-VOUS



WILLEM  
SCHMIDT,  
PORTE PA-  
ROLE DES  
OPPOSANTS  
AU PROJET  
EDM

TZOLNÉE  
WANEZIAN  
JOURNA-  
LISTE A  
LUMIERS  
JE SUIS  
RAVE DE  
VOUS REN-  
CONTRE



JE SUIS DÉSOŁÉ POUR CET  
ACCUEIL MAIS ON SAIT BIEN  
QUE L'UNIVERS NA PAS  
L'HABITUDE D'ÊTRE DE  
NOTRE COTE!



AU FAIT TZO JE  
T'AVAS PRIS DES  
FL AH MERDE!

JE LES COMPRENS  
TOUT-À-FAIT JE NE SUIS  
MOI-MÊME PAS TOUJOURS  
D'ACCORD AVEC LES POS-  
ITIONS PRISES PAR...



VOÙ DONC  
LE PRO-  
JET DES  
NGAŁOS  
DONNERA!

NGAŁOS! ÇA EMPLOIE  
CE MOT AUJOURD'HUI?



MA QUESTION EST PALT-ÊTRE DOTE MAIS  
POURQUOI NE PAS CONTINUER A JETER NOS  
DÉCHETS DANS LES TROUS NOIRS?



NON VOTRE QUESTION EST TRÈS INTÉRESSANTE. IL Y A 2 RAISONS QUI NOUS POUSSENT À CHANGER DE MÉTHODE.

1- LES TROUS NOIRS SONT AFFECTÉS PAR NOS DÉCHETS. LEUR FORCE GRANDIT À MESURE QUE L'ON EN JETTE.

2- SI LA FORCE DE CES TROUS DEVIENT TROP IMPORTANTE, C'EST TOUTE LA GALAXIE QUI RISQUE D'ÊTRE EN DANGER!

ENSUITE, CONTRAIREMENT À CE QUE VOUS IMAGINEZ, NOUS N'AVONS PAS TOUJOURS JETÉ NOS DÉCHETS DANS LES TROUS NOIRS.

ENFIN VOUS SAVEZ BIEN QUE L'HOMME N'AIT UNQUELLEMENT SUR TERRE, AU COMMENCEMENT, COMMENT AURAIT-IL PU SEULEMENT S'APPROCHER DU TROU NOIR DE SAGITARUS A ALORS QUEL NE TAIT JAMAIS ALLÉ AU-DELÀ DE MARS EN 2020!



CONTINUONS DONC EN DES TEMPS ANCIENS, LES TERRIENS ENTERRERAIENT LEURS DÉCHETS NUCLÉAIRES SUR TERRE, PUISQUE C'EST LÀ QU'ILS VENAIENT ! CELA A FIN PAR DÉTRUIRE LA TERRE AU DÉPART SI PÉRIE. CE QUI NOUS AMÈNE AUX RISQUES DU PROJET EDN, VOUS ME SUIVEZ TOUJOURS ?

AINSI AVEC LE PROJET EDN NOUS RÉGULONS DE LIBÉRER DES ANTIQUES DÉCHETS NUCLÉAIRES QUI SE PROPAGERONT, SANS PARLER DES DÉCHETS MILITAIRES EUX-AUSSI ENTERRÉS, CELA SERA À COUP SÛR DÉVASTATEUR POUR LES POPULATIONS LOCALES ET POUR LES QUARRIERS TRAVAILLANT SUR LE CHANTIER !



ALORS POURQUOI CHOISIR D'INSTALLER DE PROJET SUR TERRE ?

TOUT SIMPLEMENT PARCE QUE C'EST LA ZONE LA MOINS PEUPLEE DE LA GALAXIE À CE JOUR, ET LA PLUS DÉVASTÉE ÉGALEMENT. ALORS DES RAISONS LEURS SUFFISSENT POUR DÉTRUIRE ET EFFACER TOUTE NOTRE HISTOIRE, LES VESTIGES ET LE PATRIMOINE HUMAIN MAIS QUELLE BANDE DE BÉNÉTS !

BÉNÉTS NOIR !



VOS EXPLICATIONS SONT LIMPDES ELLES AIDERONT SÛREMENT NOS LECTEURS À COMPRENDRE VOS REVENDEICATIONS ET COMMENT COMPTEZ-VOUS VOUS DÉFENDRE ?

NOUS ALLONS OCCUPER LE SITE TANT QUE LE PROJET NE SERA PAS RETIRÉ. NOUS NOUS BATTONS JUSQU'AU BOUT !

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS, LES MÉDIAS, POUR RELAYER L'INFORMATION CAR IL VA FALLOIR ÊTRE TRÈS NOMBREUX POUR OCCUPER L'ENSEMBLE DE LA ZONE, ET LES EMPÊCHER DE COMMENCER LES TRAVAUX.

NOUS AVONS PAR ALLEURS PRIS CONTACT AVEC MEHDY EL ALAOUI CHEF DE L'OPPOSITION QUI DEVRAIT NOUS RETROUVER DÈS LA JOURNÉE. NOUS AVONS ÉGALEMENT CONTACTÉ LOLA DE MONTELEON LE MARE DE LA TERRE, MAIS ELLE SOUTIENS LE PROJET EDN ALLEZ COMPRENDRE ! NOUS DEVONS TOUT DE MÊME LA RENCONTRER DE LUNDI POUR DÉBATTRE.



Rubert, nous avons rencontré hier le professeur Schmidt sur Terre, il est le porte-parole des opposants au projet EDN. Nous nous rendons en ce moment au siège de l'entreprise Onverra, afin de rencontrer son directeur M Conrad MacDouglas.  
Cordialement.



IL EST 08H2. VOUS ÊTES ARRIVÉS SUR TERRE. LA TEMPÉRATURE À LA SURFACE DE LA PLANÈTE EST DE 23°C. NOUS VOUS SOUHAITONS UNE AGREABLE JOURNÉE.



OH PUTAIN 08 ET DEMI ALLEZ JO BOUGE-TOI ON EST À LA SOURCE!



CEST BON JARRIVE



BONJOUR T'ZILNÉE VAMETZIAN JOURNAL LUMINÈRE J'AI RENDEZ-VOUS AVEC MONSIEUR MACDOUGLAS



JE VOUS LAISSE PATIENTER UN INSTANT. JE PREVIENS M. MACDOUGLAS DE VOTRE ARRIVÉE.



LA SOCIÉTÉ ONVERRA VOUS PERMET D'IMAGINER UN AVENIR SAIN ET VERT...

TU PARLES!



MADAMOISELLE VAMETZIAN NOUS SOMMES RAVIS DE VOUS RECEVOIR.

MERCI À VOUS

SI VOUS VOLEZ BIEN ME SUIVRE, NOUS SERONS PLUS À L'aise DANS MON BUREAU.



1<sup>er</sup>  
de développement  
économiques

COMME VOUS POUVEZ LE VOIR, NOUS AVONS DÉJÀ REÇU DE NOMBREUX PROJETS POUR L'INNOVATION DE NOS PROJETS



MADAMESELLE VANETZIAN VOICI M. TAWHAÏ RESPONSABLE COMMUNICATION, M. XUONG XI DIRECTEUR MARKETING ET MONSIEUR BEN YOUSSEF, CHEF DE PROJET.



VOUS VOULEZ BOIRE UN VERRE ?

NON MERCI CONCENTRONS NOUS SUR LE PROJET EDN SVP.

TRÈS BIEN COMMENÇONS ALORS !



LE PROJET EDN EST NÉ À LA SUITE DE PROBLÈMES RENCONTRÉS AU NIVEAU DES TROUS NOIRS DANS LESQUELS COMME VOUS LE SAVEZ, NOUS JETONS JUSQU'À LA NOS DÉCHETS NUCLEAIRES.

OUI, JE SUIS AU COURANT DES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ QUE CELA IMPLIQUE, JE ME SUI SUIS DOCUMENTÉE SUR LE SUJET.

OH LE SURCÔÛT... HUMAN, ENTRAÎNÉ PAR CETTE MÉTHODE, DEVIENT INTOLÉRABLE. VOUS M'AVEZ L'AIR AU COURANT, ON PEUT DONC PASSER DIRECTEMENT AU PROJET EDN EN TANT QUE TEL.



NOUS AVONS DÉCIDI D'INSTALLER LE PROJET ENTRE LE BRAS DE PÉRIÉE ET LE BRAS D'ORION ÉVIDEMMENT NOUS AVONS MÊME DES ÉTUDES AVANT DE FAIRE CE CHOIX CE QUI NOUS PERMET D'AFFIRMER QUE CETTE ZONE EST À LA FOIS LA MOINS PEUPLÉE ET LA PLUS DÉVASTÉE, DONC LE LIEU IDÉAL POUR ACCUEILLIR LE PROJET.

OUI ENFIN VOUS OUBLIEZ DE PRÉCISER QUE LE SYSTÈME SOLAIRE FAIT PARTIE DE CETTE ZONE, VOUS NE TROUVEZ PAS CELA IMPORTANT ?



clac



COMME JE VOUS LE DISAIS DE DIXOÙ N'EST PAS LE FRUIT DU HAGARD DE NOMBREUSES ÉTUDES ET RÉFLEXIONS ONT ÉTÉ MENÉES ET PAR AILLEURS NOUS AVONS OBTENU TOUTES LES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES POUR DÉBUTER LE PROJET.

VOYEZ, PLUTÔT, NOUS AVONS IMAGINÉ UN ENCAPSULAGE ÉLECTROMAGNÉTIQUE, ET AINSI PARFAITEMENT INDÉSTRUCTIBLE, NOUS AVONS ÉGALEMENT DÉCIDÉ DE DISSEMINER DE PETITES QUANTITÉS RÉGULIÈREMENT SUR TOUTE LA ZONE GÉOGRAPHIQUE CHOISE.

AINSI SI TOUTES FOIS LUNE DES CAPSULES VENAIT À ÊTRE ENDOMMAGÉE, LE TAUX DE RADIOACTIVITÉ LIBÉRÉ RESTERAIT MINIME ET SANS CONSÉQUENCES.

VOUS VOYEZ NOUS AVONS MÛREMENT PENSÉ ET CONÇU LE PROJET.

PAR CONTRE LA MULTIPLICATION DES FORAGES NE RISQUE-T-ELLE PAS D'AUGMENTER LES RISQUES DE TOMBER SUR UNE ANCIENNE ZONE MILITAIRE OU NUCLEAIRE ?

LES ÉTUDES MENÉES AU PRÉALABLE NOUS MONTRENT QU'IL N'Y AUCUN RISQUE, DES DÉCHETS ANCIENS SONT AUJOURD'HUI INERTES PAR AILLEURS LES ZONES FORÉES SERONT ÉVIDEMMENT SONDÉES EN AMONT, CE N'EST PAS UNE INNOVATION MADAMECELLE, CELA SE PRACTIQUE DÉJÀ DES SIÈCLES !

MAS CELA VA TOTALEMENT DÉNATURER LES PAYSAGES DE LA TERRE, DE LIEU ABRITÉ, TOUT DE MÊME L'ENSEMBLE DES VESTIGES ET DU PATRIMOINE HUMAIN ANTIQUES, ET CELA NE CONCERNE PAS SEULEMENT LA TERRE MAS ÉGALEMENT MARS ET VÉNUS.

MAS OÙ VOULEZ-VOUS QUE L'ON STOCKE DES DÉCHETS ? DANS LE RAJON DES PERSÉES ? EN PLEINE VILLE ?

ALORS DÉTRUISONS LA TERRE ! ET LES POPULATIONS LOCALES ? !

MAS POUR QUI NOUS PRENEZ-VOUS ? ELLES SERONT RÉLOGÉES DELA VA DE SORT !

AUTANT DIRE EXPROPRIÉES !

BOH ET BIEN DE TOUTE ÉVIDENCE, VOTRE OPINION EST FAITE, VOTRE CAMP CHOSI, ET J'AI UN RENDEZ-VOUS MESSIEURS RACCOMMAGNEZ MADAME VANETZIAN SVP, SACHEZ MADAMECELLE QUE JE PRENDRAI PERSONNELLEMENT LE TEMPS DE CONTACTER VOS SUPÉRIEURS AFIN DE LES INFORMER DE LA MANIÈRE DONT VOUS MENEZ VOS ENTRETIENS !

ET L'ENSEMBLE DES PLANÈTES DU SYSTÈME SOLAIRE COLONISÉES PAR L'HOMME, CELA NE VOUS POSE PAS DE PROBLÈME, NON PLUS ? IL Y A DES MILLIARDS DE PERSONNES QUI SE SOULÈVENT CONTRE LE PROJET EON, VOUS ÊTES AU COURANT M MADAMEGLAS ?

MESSEURS DE PUT UN PLASIR DE DÉBATTRE AVEC VOUS !

NOUS NE SOMMES PAS LES SEULS DECIDEURS MADAMECELLE, C'EST AUX POLITIQUES QUE REVIENT LA DÉCISION FINALE !

PUTAIN ON PEUT VRAIMENT PAS DÉBATTRE AVEC DES COMMANDES ! À PART SCANDER LEUR DISCOURS COMMERCIAL ON DIRAIT DES ANDROÏDES !

EN MÊME TEMPS ON PEUT PAS DIRE QUE T'AS FAIT PREUVE D'IMPARTIALITÉ !

QUAS PAS FAUX, TU TROUVES QUE J'AI ABUSÉ ?

NON ON AURAIT JUSTE PU TE PRENDRE POUR UNE PROPAGANTE AU PROJET, C'EST TOUT !



MAS QUEST-CE QUI T'AS PAS? T'ES VRAIMENT DÉRANGÉE MA PAUVRE!

PAROIN!! QUE SE PASSE-T-IL RUBERT?

TU DOES DEMANDER CE QUI SE PASSE? JE VIENS D'AVOIR M. MARCOU-GLAS AU TELEPHONE (NAN MAIS TES DRÔLE!)

AH VOUS ÊTES AU COURANT... C'EST VRAI JE ME SUI PEUT-ÊTRE EMPORTÉE. MAIS VOUS LES AURIEZ ENTENDU RUBERT, J'AI PAS PU ME CONTENIR.

TES OPIONS TU LES GARDES POUR TES ARTICLES (EN ENTRE-TEN TU TE TIENS TRANQUILLE) ET TU AS DOUBLÉ UN LÉGER DÉTAL : ONNERRA EST LE PRINCIPAL ACTEUR/MAGRE DU JOURNAL, TU AS ENMÉ QUE LON METTE LA CARTE SOUS LE ROPEAU MAGNÉTIQUE! ET TU COMPTES FAIRE QUOI MAINTENANT?

OK BEH PAS DE FRASQUES D'ETTE ROB! TU ME FAS PAS DE VAGUES C'EST BIEN COM-PRIS?

JE PENSE QUE JE VAS ALLER VOIR LOLA DE MONTELEON, LA MARE DE LA TERRE, APPAREMMENT ELLE SOUTIEN LE PROJET, JE VOUS TIENS AU COURANT.

OK ÇA MARCHE, ALLEZ À PLUS RUBERT. JE DOIS APPELER LA MARE DE LA TERRE POUR PRENDRE RDV.

NE VOUS INQUIÉTEZ PAS M. XUNGI XI IL N'Y AURA PLUS DE PROBLÈMES AVEC MILLE VANETZIAN.

BIENVENUE SUR GWENELIS IL EST 17H2. LA TEMPÉRATURE EXTÉRIEURE EST DE 23°C. NOUS VOUS SOUHAITONS UNE TRÈS AGRÉABLE JOURNÉE... LE MUSÉE DES ARTS GWENELIENS ACCUEILLE LA BI-ARTISTE GUYITA LEAN À DÉCOUVRIR LE 30 MARS, DANS DES PORTES DRACHMEMENT AUX ENFANTS TOUTE LA JOURNÉE 10€11 MARCHE...

VAUDRAIT MEILLEUR MONSIEUR HÉVEL-MÉBY VAUDRAIT MEILLOY

**VRUUM  
VRUUM  
VRUUM**

SOYEZ LA BIENVENUE À LHADENDA ROMANA TZOLPÉE VANETZIAN JE PRÉCISE MADAME VOUS ATTEND SUR LA TERRASSE.

BIENVENUE CHEZ LES COM-DES DU DUL.

TA GUEULE JOSETTE!

TAIN MAS T'AS TES REGLES OU QUOI? TES TRANCHMEMENT AGRÈ EN CE MOMENT!



SI TU VEUX TU M'LAISSES LÀ T'ZOI!  
ELLE EST VRAIMENT TROP BONNE!!



BONJOUR MADAME  
LE MARE T'ZOLINEE  
VANEZIAN JOURNALISTE POUR  
L'ANNERS

MAS VOTRE  
CHAT PARLE ?!

BONJOUR MADAMESELLE  
JOU POUR VOUS SERVIR!

E T JE SAG FAIRE TANT  
D'AUTRES CHOSES POURÉE!



VOUS VOULEZ BOIRE  
UN VERRE?

AVEC GRAND PLAISIR

NON ÇA VA ALLER MERCI  
VOUS AVEZ UN ENDROIT  
PLUS APPROPRIÉ POUR QUE  
L'ON PUISSE S'ENTRE-TENIR  
AU SUJET DU PROJET EDRI



CLAC

JE PENSAG QUE NOUS  
POURRIONS EN DISCUTER  
UN PEU PLUS TARD  
AUTOUR D'UN REPAS  
ENFIN SI ÇA VOUS VA  
BIEN SUR ? ON POURRAIT  
PRENDRE L'APÉRITIF SI  
D'ABORD. NAN?

BEN SÛR QUE NAN

NON JE PRÉFÉRERAG QUE  
L'ON DISCUTE DU PROJET  
EDRI VOUS ÊTES À LA TÊTE  
DE LA TERRE LE SORT  
DE CETTE PLANÈTE VOUS  
INTÉRESSE DONC SI PEU ?



POURQUOI AVEZ-VOUS  
DÉCIDÉ D'AUTORISER  
CE PROJET SI RAPIDEMENT?  
TRÈS PEU D'ÉTUDES ONT ÉTÉ  
RÉALISÉES ET CERTAINES  
MÊMES PAR LES OPPOSANTS  
VIENNENT CONTREDIRE LES  
VOTRES. PAR AILLEURS  
LE DÉBAT PUBLIC  
COMMENCE À PEINE.  
EN SOMME  
TOUT CELA  
N'EST IL PAS  
UN PEU RAPIDE?



VOUS ÊTES BIEN SÉRIEUSE  
MADAMESELLE. ON PARLERA  
DE CELA PLUS EN DÉTAIL  
CE SOIR AU RESTAURANT.  
NAN-ADIL PRÉPAREZ-NOUS  
UN RADAKOMY SVP.  
ON A BIEN LE DROIT DE SE  
DÉTENDRE UN PEU NAN?



**BEN... FAITES  
COMME CHEZ  
VOUS !**



POUR RÉPONDRE À VOTRE QUESTION IL ME SEMBLE QUE LE SUJET  
N'A PAS ÉTÉ TRÈS PRÉSENTÉ PAR LES MÉDIAS LANCER LE DÉBAT  
PUBLIC DE N'EST PAS VOTRE RÔLE ?

IL FAUT DIRE QU'AUUNE INFORMATION NA FILTRÉ À DE SUJET  
QUE DE SOIT VOUS OU LES DIRIGEANTS D'ORNERAA VOUS VOUS ÊTES  
BIEN GARDÉS DE COMMUNIQUER SUR LE PROJET SI UN COLLECTIF  
D'OPPOSANTS NE S'ÉTAIT PAS MONTÉ. LE DÉBAT NAURAIT SANS  
DOUTE JAMAIS EU LIEU. AVEZ-VOUS PEUR DES RÉACTIONS QU'ALLAIT  
SUSCITER LE PROJET?



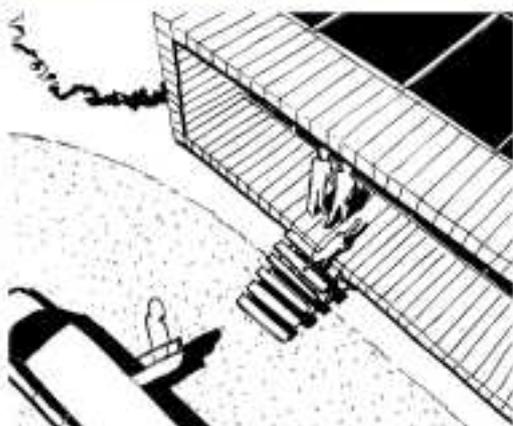
MADAME JE ME VOISE  
DE VOUS IMPORTUNER  
MAG È Y A UN APPEL  
TRÈS IMPORTANT POUR  
VOUS

TRÈS BIEN SI CELA NE PEUT PAS  
ATTENDRE... VEUILLEZ M'EXCU-  
SER. MADAMESELLE VANEZIAN  
JE REVENS AU PLUS VITE.  
M'ESTRTEZ PAS À VOUS SERVIR.

**Bip Bip Bip**



MONSIEUR M. HUONG KI,  
C'EST UN PLAISIR...



JE TROUVE SINCÈREMENT QUE VOUS PRENEZ LA SITUATION À LA LÉGÈRE. MÊME DE MONTELEON LE PROJET EDH VA TRANSFORMER FONDAMENTALEMENT LA PLANÈTE QUE VOUS GOUVERNEZ. ET VOUS VOUS RUYEZ LE DÉBAT? DÉJÀ GOUVERNER UNE PLANÈTE SANS Y VIRE... NY A-T'IL PAS LÀ UN MANGUE D'INVESTISSEMENT ÉVIDENT? IL EST SÛR QUE LE PROJET NE BOULVERSERÀ PAS VOTRE QUOTIDIEN!

TOUJ D'ABORD C'EST MADEMOISELLE DE MONTELEON. ENSUITE COMMENT POUVEZ-VOUS DIRE QUE JE RUG JE VOUS AI REQUIE À MON BUREAU PERSONNEL ENFIN QUE COMMANDERONS-NOUS POUR L'APÉRITIF?

MESDAMES, VOUS DÉGREZ?

AVEZ-VOUS AU MOINS PAS LE TEMPS DE RENCONTRER LES OPPOSANTS? ILS SONT DE PLUS EN PLUS NOMBREUX À SÉRIGER CONTRE LE PROJET. LEUR AVIS VOUS IMPORTE-T-IL?



NOUS COMMENCERONS PAR DEUX MORTES SVP?

ENFIN TZOLINEE, JE PEUX VOUS APPELER TZOLINEE? C'EST UN SI JULI PRENDRA!

SEULEMENT SI VOUS RÉPONDEZ À MA QUESTION!

LES MANIFESTATIONS SONT DIRIGÉES PAR L'OPPOSITION, ILS NE SE DRESSENT CONTRE CE PROJET QUE POUR RÉDUPERER DES VOIX, C'EST LE JEU POLITIQUE, AUCUNE BONNE INTENTION NE LES ANIME! VOUS N'ÊTES TOUT DE MÊME PAS DURE, N'ÊT PAS IL FAUT SAVOIR...

MESDAMES, VOUS AVEZ D'OKI?





POUR MOI CE SERA UN CAVAR DE SAUTERELLES ET POUR TOI ?

BON ALORS LASSE MOI TE CONSEILLER LE RISOTTO DE CAFARDS D'ORMULUS 2388. EHM... JE PEUX TE TUTOYER ?

QUEL ENTHOUSIASME! C'EST LE MEILLEUR RESTAURANT DE GWENILIS. PRIERE, REGARDE. MAI CETTE MAGNIFIQUE WE, DE-TEND-TOI!

EHM... JE... J'AI PAS EU LE TEMPS DE REGARDER.

EHM... OUI OUI C'EST BIEN.

PAS DE BOISSON ?

UN SAINT-ÉMILION GWENILIEN SVP.

TRÈS BIEN MME. DAMES, C'EST NOTÉ.

SI JE PEUX ME PERMETTRE, VOUS DEVRIEZ RENCONTRER LES OPPOSANTS AU PROJET. LEUR ARGUMENTS SONT TOUT-À-FAIT VALABLES.

JE SUIS D'ACCORD AVEC TOI. IL EST D'AILLEURS PRÉVU QUE JE M'ENTRETIENNE AVEC LE PROFESSEUR SCHMIDT LUNDI. TU AS GÔTÉ AU SAINT-ÉMILION ?

IL EST DÉLICIEUX.

C'EST APPORT D'EMPLOIS DANS LA RÉGION DE LA TERRE. ME JUSTE AUCUNEMENT LES RISQUES QUE VOUS FAITES ENCOURIR À LA POPULATION.

AS-TU RENCONTRÉ MES ADMINISTRÉS ? UN BON NOMBRE D'ENTRE EUX SOUTIENNENT LE PROJET. DANS UNE ZONE DÉVASTÉE COMME C'EST LA TERRE, ON NE VOIT GUÈRE D'INVESTISSEURS. ALORS UN PROJET TEL QUE LE PROJET EDH NOUS A REDONNÉ LE SOURIRE.

DE NOMBREUSES PRÉCAUTIONS SERONT PRISES AFIN DE GARANTIR LA SÉCURITÉ DE TOUS.



JE COMPRENDS.

TU VEUX ME SAOULER, C'EST ÇA ? J'AI DÉJÀ BIEN ASSEZ BU EN T'ATTENDANT !

OH OUI JE VOIS BIEN EN CE MOMENT C'EST... DÉÇU... COMPLIQUÉ.

POUR EN REVENIR À UNE REMARQUE QUE TU AS FAIT PLUS TÔT, J'AI DÉCIDÉ DE VIVRE SUR GWENILIS POUR RECHERCHER DES INVESTISSEURS. TU M'ES PAS SANS SAVOIR QUE 80% DES INVESTISSEMENTS SE FONT DANS LE RADAN DES PÉRIODES TOUT SE JOUE. OUI, JE ME DOIS D'ÊTRE PRÉSENTE.

JE TE PRESSERS À BOIRE ?

OUI JE SUIS DÉÇOLÉE. J'AI VRAIMENT PAS PU ÉCOUTER CET APPEL. LE BOULOT, TU SAIS CE QUE C'EST !

AH... T'ES PAS BIEN À L'UNIVERS ? MOI ÇA MAURAIT PLU D'ÊTRE JOURNALISTE. PARCOURIR LA GALAXIE, RENCONTRER PLEIN DE MONDE...

BEN SI JE PEUX TE RÉPONDRE FRANCHIÈMENT, JE SUIS PAS FORCÉMENT D'ACCORD AVEC LA LIGNE ÉDITORIALE DU JOURNAL. DE OUI ME POSE QUELQUES PROBLÈMES DE CONSCIENCE PAR MOMENTS.



JE SAIS DÉJÀ DE QUI ON VA PRENDRE POUR LE DESSERT, UN RADACOLONNEL. ÇA TE VA TZOÛNÉE ?

OH JS'AS PAS, JE SUIS DÉJÀ BIEN EMÉCHÉE.

ILS SONT ASSEZ LÉGERS POUR EN REVENIR À CE QUI ON DISAIT. TU ME ME SEMBES PAS FORCÉMENT TE SOUMETTRE À L'AVIS DE TA DIRECTION AU W DE TES DERNIERS ARTICLES !

AH BON ? TU CONNAIS MON TRAVAIL ?

OUI C'EST VRAI QUE JE TE LIS RÉGULIÈREMENT. J'ADORE TA DÉTERMINATION ET LE FAIT QUE TU NE FASSES PAS DE COMPROMIS. C'EST VRAI J'ADORE TON TRAVAIL.



JE CROIS QUE J'VAIS PAS  
FINIR MON DESSERT... J'EN  
PEUX PLUS LÀ.

BON BEN ALLONS-Y ALORS.

WOUH... IL EST SAGRÉMENT  
FORT CE RADICALONNEL !  
ÇA Y EST T'AS GAGNÉ JUSQU'  
COMPLÈTEMENT BOURRÉE!

TU PEUX DORMIR À LA MAISON  
SI T'AS PAS LA FORCE DE  
RENTREER CE SOIR, ÇA ME ME  
DÉRANGE ABSOLUMENT PAS.



LOLA JE ME SUG PAS VENUE  
POUR ÇA ET IL Y A JO  
EN PLUS.



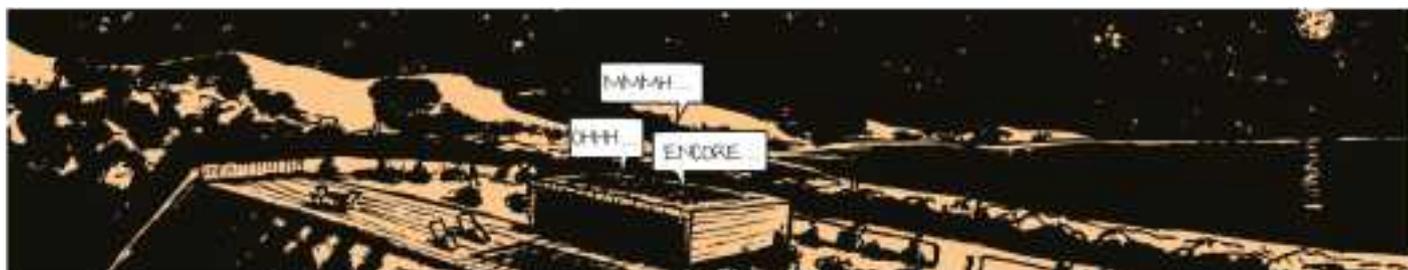
OH MAIS QU'EST-CE QUE  
JE SUG EN TRAIN DE FAIRE ?

ALLEZ T'AS-TOI !

NAN MAIS QU'EST-CE QUE C'EST QUE  
CETTE ENQUÊTE ? T'AS RIEN TROUVÉ DE  
MEUX ? CE N'EST QU'UN CHAT !



ME CROIS PAS QUE JE  
VAIS TE LASSER DORMIR!





FLASH INFO SUR TERRE UN INCIDENT A EU LIEU SUR LE CHANTIER DU PROJET D'ENFOUSSEMENT DES DECHETS NUCLEAIRES... ON DENOMBRE DEJA DES CENTAINES DE MORTS UN SITE DE DECHETS MILITAIRES QUE LA SONDRE NAVAIT PAS REPERE A ETE TOUCHE PAR LA FOREUSE...

HENRI

GUILL



**Fin.**